

● correspondance de presse internationale

# inprecor



## conférence internationale antifasciste

- 40 jours d'une contre-révolution accélérée au **Venezuela** ●
- **Soudan** : continuer la lutte en dépit de la guerre ●
- **Iran** : La mobilisation populaire contre la dictature islamiste et les impérialistes ●

**inprecor** sur le web :  
<https://inprecor.fr>



## Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI-INPRECOR, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France

Tél. : +33 1 48 70 42 25

E-mail : [redaction@inprecor.fr](mailto:redaction@inprecor.fr)

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

mars 2026 n° 742



## Conférence antifasciste

Israel Dutra

Unir les luttes pour vaincre l'extrême droite 3

Gabi Tolotti

Mobiliser les gens ordinaires contre le fascisme et l'impérialisme 5

## Moyen-Orient

Samar Nasser

Le plan de paix de Trump, une nouvelle guerre à Gaza 8

Kuku Niemat et Adam Sharief

Soudan : continuer la lutte en dépit de la guerre 10

Sara Selami

La mobilisation populaire iranienne contre la dictature islamiste et les impérialistes 14



## Suisse

Kely Martinez

Un vaste mouvement de grèves contre l'austérité 22

## Amérique latine

Luis Bonilla-Molina

40 jours d'une contre-révolution accélérée au Venezuela 25

Nicolas Menna

Cuba sous siège : Asphyxie économique contre l'autodétermination 28

## Nouvelles de l'Internationale

Michael Löwy et Daniel Tanuro

La contribution de la Quatrième Internationale à l'écossocialisme (2) 31

Vos livres et revues, votre abonnement à inprecor sur internet : [la-breche.com](http://la-breche.com)

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

## Abonnement (11 numéros par an)

### Ma formule

Prix coûtant	100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Formule classique	75 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Moins de 25 ans et chômeurs	45 € (1 an) <input type="checkbox"/>
	25 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Structures collectives (comité, organisations, bibliothèques, etc.)	150 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Abonnement de soutien	..... à partir de 100 € (1 an) <input type="checkbox"/>
Lecteurs solidaires (6 mois offerts à une personne qui ne peut pas payer)	37 € (6 mois) <input type="checkbox"/>
Abonnement PDF (pas d'envoi papier)	25 € (1 an) <input type="checkbox"/>

**Total :** .....

Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien.  
Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

### Mes coordonnées

Nom ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Pays : ..... Tél. : .. .. .  
E-mail : .....

### Formule découverte (réservé aux nouveaux abonnements)

20 €, pour 3 mois

Anciens numéros



### Mon paiement

• Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France. Compte n°30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN :

FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286

BIC : SOGEFRPP

• Chèques bancaires libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à Inprecor-PECCI, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

• Carte bancaire sur <https://la-breche.com/abos-inprecor>



# Conférence antifasciste de Porto Alegre

## Unir les luttes pour vaincre l'extrême droite

La première Conférence internationale antifasciste et pour la souveraineté des peuples se tiendra à Porto Alegre du 26 au 29 mars. Elle s'inscrit dans la nécessité de barrer la route aux différentes expressions de l'extrême droite, y compris aux secteurs néofascistes.

Par  
Israel Dutra

Organisée par le PSOL, le PT, le MST et d'autres partis à partir de réunions et de débats avec le CADTM, la conférence devait avoir lieu en 2024 mais a dû être reportée en raison des inondations qui ont dévasté Porto Alegre.

L'un des points d'appui a été le manifeste-appel élaboré par le CADTM et signé par des personnalités éminentes des cinq continents, telles qu'Annie Ernaux, Jean-Luc Mélenchon, Zarah Sultana, Jeremy Corbyn, Frei Betto, João Pedro Stédile, etc.

La ville de Porto Alegre garde l'héritage de la culture des précédentes éditions du Forum social mondial et est une référence en matière d'activisme international.

### La montée de l'extrême droite

Face à la crise du capitalisme, devenue une crise multidimensionnelle depuis la crise économique de 2008, l'extrême droite cherche à mobiliser le désenchantement et la frustration pour imposer une solution par la force.

Cette crise, avec l'aggravation des conditions environnementales de la planète, a favorisé la pénétration de l'idéologie d'extrême droite dans une partie des mouvements de masse. Cette dernière s'appuie sur des secteurs de la bourgeoisie mondiale qui veulent imposer un

régime plus autoritaire pour récupérer leur marge bénéficiaire et protéger ses intérêts immédiats et historiques dans un monde en crise.

Le MAGA, mouvement promu par Trump, est l'une des expressions de l'écosystème de l'extrême droite, coordonné au niveau international. L'extrême droite existe et agit sur les cinq continents, avec un programme répressif, qui cherche à être « populaire », en prenant pour cible principale les immigrants et en utilisant les réseaux sociaux pour diffuser des informations fausses et alarmistes.

L'échec de la démocratie libérale, avec des gouvernements qui, même s'ils se veulent « progressistes », finissent par gérer et assumer la responsabilité de la crise du capitalisme néolibéral, ouvre la voie pour que des secteurs de la classe ouvrière votent et soutiennent des partis et des organisations d'extrême droite.

### Les divers visages pour une même politique

Leur croissance politique et électorale est significative : outre les pays où l'extrême droite gouverne déjà, comme c'est le cas de Meloni en Italie, elle apparaît dans de nombreux endroits en Europe comme une alternative électorale en pleine expansion. Elle a atteint plus de 30 % au second tour au Portugal, avec André Ventura du parti Chega, Vox progresse en Espagne, tout comme le RN en France et l'AfD en Allemagne.

En Amérique latine, Milei se distingue par la mise en œuvre

d'un plan d'ajustement répressif, baptisé « motosserra » (tronçonneuse), comme laboratoire de l'extrême droite, auquel s'ajoute désormais le pinochetiste Kast, qui a remporté l'élection présidentielle au Chili. Trump a soutenu des candidats qui ont remporté les élections au Honduras et au Costa Rica.

Et en première ligne de l'extrême droite se situe l'expression maximale du néofascisme, la politique de Netanyahu qui met en œuvre le génocide à Gaza et veut détruire la Palestine.

Ce sont des expressions différentes d'un plan commun qui comporte des points importants : l'attaque contre les immigrant-es, le soutien à l'armement et aux solu-



**Israel Dutra**

Israel Dutra est membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de celle du MES (courant du PSOL)

tions militaires, le déni climatique et scientifique, la suppression des droits, une action lourde et organisée des bigtechs pour contrôler et manipuler la communication de masse et les réseaux sociaux.

Cette articulation se fait de différentes manières, avec des rencontres et des réunions périodiques, où des personnalités de premier plan comme Bannon et Musk interagissent et s'ingèrent ouvertement à des processus nationaux : comment ne pas se souvenir du chantage économique de Trump sur l'Argentine à la veille des élections ou de la participation de Musk – en ligne – aux rassemblements de l'AfD allemande et du parti d'extrême droite Reform UK en Angleterre ?

## Trump, leader mondial néofasciste

Expression de la crise de l'impérialisme américain, Trump, dans son second mandat, affiche plus clairement sa stratégie consistant à combiner une ligne néocoloniale plus agressive avec une politique néofasciste plus ouverte.

Trump opère sur deux fronts : il veut détruire le cadre des relations

internationales entre les pays et changer le régime aux États-Unis, en ciblant la classe ouvrière immigrée et racisée. Pour cela, son fer de lance est l'ICE (Service américain de l'immigration et des douanes), qui est un hybride entre une police politique et une milice paraétatique, comparé par l'influenceur pro-Trump Joe Rogan à la Gestapo

de l'Allemagne nazie. À tel point que Gregory Bovino, officier de la police des frontières qui vient d'être démis de ses fonctions, a repris les gestes, les manières et les tenues nazis.

La perspective d'un « choc » du projet trumpiste s'est intensifiée. Nous avons assisté à l'enlèvement de Nicolas Maduro et Cilia Flores, aux menaces contre le Groenland,

au siège de Cuba et à la consolidation du projet colonial génocidaire

La contrepartie sur le plan intérieur a été une offensive politique, militaire et idéologique contre les immigrant-es, dans le but de durcir le régime et de remporter les élections de mi-mandat, prévues pour la fin de l'année. Outre l'extrême violence dont sont victimes les immigrants-e, avec le meurtre de deux militant-es, Rene Good et Alex Pettri, diffusé sur les réseaux sociaux, Trump diffuse des images d'enfants détenu-es et distille la haine raciste dans son discours. À l'ONU, il a attaqué diverses communautés migrantes, comme la communauté somalienne, incitant à l'intolérance et à la persécution.

Si Trump attaque, la résistance est exemplaire. Les villes jumelles de Minneapolis et St Paul ont été le théâtre d'une véritable rébellion civile contre l'ICE, avec des mobilisations d'autodéfense face aux raids contre les immigré-es. Le 23 janvier, par une température de - 23 °C, les rues de Minneapolis ont été envahies par une grève générale historique, impulsée par les syndicats, les groupes religieux et les associations communautaires sous le slogan « Jour de vérité et de liberté ».

Plus de 50 000 personnes ont défilé, de nombreux commerces et lieux de travail ont été fermés. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes. Le meurtre d'Alex, un infirmier de 37 ans, le lendemain des manifestations, a suscité l'indignation, poussant Trump à reculer, sous la menace d'une nouvelle vague nationale de manifestations qui pourrait déclencher un processus

encore plus radical, pouvant converger avec des grèves comme celle des infirmier-es de New York.

## Tradition de lutte antifasciste

La convocation de la Conférence de Porto Alegre prend un nouveau sens dans ce contexte. La diffusion du manifeste appelant à la coordination des efforts antifascistes – signé par des personnalités telles qu'Annie Ernaux, Mireille Fannon, Mélenchon, Nancy Fraser, João Pedro Stedile, Daniel Jadue, Éric Toussaint, Zarah Sultana, parmi 565 personnalités mondiales – a été un succès mondial.

Au Brésil, les confirmations se multiplient avec l'adhésion officielle de syndicats et de fédérations influents tels que l'Andes et la CNTE, ce qui montre que la conférence pourrait devenir un point d'appui à la lutte internationale, en premier lieu contre Trump. Nous aurons des présences marquantes, comme celles des militant-es des États-Unis et des délégations qui s'organisent pour se rendre à Porto Alegre, comme l'Argentine, en plus d'invité-s de plus de 35 pays.

Nous ne pourrons vaincre Trump qu'avec la mobilisation, la coordination internationale et en comptant sur la force de la classe ouvrière et des peuples.

C'est un héritage de la tradition trotskiste que de lutter pour le Front unique antifasciste. C'est un apport théorique fondamental, mais aussi une tradition commune à la gauche brésilienne. Ce sont les trotskistes qui ont impulsé le véritable Front unique antifasciste qui

“C'est un héritage de la tradition trotskiste que de lutter pour le Front unique antifasciste. C'est un apport théorique fondamental et une tradition commune à la gauche brésilienne.”



Réunion de préparation de la conférence.

# Conférence internationale antifasciste

a expulsé les « chemises vertes » fascistes de la Praça da Sé (centre de São Paulo), en octobre 1934.

Et nous lançons cet appel à l'unité tout en conservant nos positions indépendantes, notamment par rapport à deux secteurs avec lesquels nous avons des désaccords importants. Le premier est celui des gouvernements « progressistes » : sans renoncer à l'unité pour lutter ensemble, nous ne participons pas à ces gouvernements et nous conservons un programme indépendant du gouvernement de Lula, comme nous le défendons pour ce qui concerne le PSOL.

L'autre secteur avec lequel nous sommes unis pour affronter l'extrême droite est celui des

courants qui dialoguent avec le campisme. Nous ne voulons pas effacer les différences, nous défendons nos positions internationalistes et nous voulons notamment porter à Porto Alegre la défense de la résistance ukrainienne face à l'agression russe, avec la venue de camarades lié-es au Mouvement social ukrainien.

Le succès de la Conférence de Porto Alegre sera un pas en avant pour reprendre le fil de la lutte internationaliste, en mettant en avant la lutte anti-impérialiste et la lutte antifasciste. C'est une tâche des révolutionnaires d'être en première ligne de cette lutte. ■

Le 20 février 2026



## Mobiliser les gens ordinaires contre le fascisme et l'impérialisme

La présidente du PSOL-Rio Grande do Sul raconte les conditions politiques de préparation de la conférence.

Entretien avec  
Gabi Tolotti

**Du 26 au 29 mars, la ville de Porto Alegre au sud du Brésil sera le siège de la 1<sup>re</sup> Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples. Comment cette initiative d'une conférence internationale est-elle née ?**

Nous sommes à l'épicentre d'un débat intense sur l'avenir du monde: le peuple brésilien a traversé le tragique mandat du gouvernement Bolsonaro, il a affronté son projet autoritaire et en a tiré les leçons. Après une intense mobilisation sociale et politique, Bolsonaro a subi une défaite électorale. Mais le bolsonarisme est toujours présent dans la société. Et ce n'est pas qu'un problème brésilien, c'est un problème qui touche les intérêts de la classe ouvrière

“ *Maintenant la conférence s'appelle conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples.* ”

et des peuples du monde entier. L'extrême droite gouverne ou est en situation d'accéder au pouvoir dans presque toute l'Europe. Ailleurs, elle montre sa force et met sous pression les gouvernements qui se revendiquent démocratiques et populaires, ainsi que les différents types de gouvernements libéraux.

La montée de l'extrême droite s'accompagne de l'émergence d'organisations clairement fascistes ou néofascistes.

Porto Alegre est une capitale d'État aux traditions et aspirations démocratiques importantes. C'est là que se sont

tenues les premières éditions du Forum social mondial. Elle constitue un terrain fertile pour construire l'unité entre des forces militantes, influentes dans la société, au niveau électoral mais aussi politique et idéologique, en définissant comme priorité la lutte contre l'extrême droite sur plusieurs fronts, sur la base d'accords

d'unité politique, dans le respect de nos différences.



**Gabi Tolotti**

Gabi Tolotti est membre du Comité organisateur de la 1<sup>re</sup> Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples. Elle a fait partie de la Global Sumud Flotilla de fin août à début octobre 2025. Elle est aussi présidente du PSOL-Rio Grande do Sul. Propos recueillis et traduits par Luc Mineto.



# Conférence internationale antifasciste

## La conférence, initialement prévue en 2024, s'intitulait alors Conférence antifasciste, tout court. Pourquoi ce changement de nom ?

La conférence devait initialement avoir lieu en 2024, mais nous avons dû reporter le projet en raison des inondations qui ont frappé le Rio Grande do Sul, une tragédie politico-environnementale effroyable. Mais nous n'avons pas abandonné l'idée d'organiser cet événement, qui représente une nécessité historique, une réponse d'organisations qui veulent lutter ensemble contre la montée de l'extrême droite, du fascisme, du néofascisme, quelle que soit la façon dont on veut l'appeler.

Au départ, il s'agissait de la première conférence internationale antifasciste, et maintenant on l'appelle première conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples.

Ce changement représente un changement politique visant à mieux prendre en compte deux menaces très profondes : la question de la lutte contre le fascisme, bien sûr, mais aussi la manière dont l'impérialisme menace la souveraineté des peuples. L'invasion du Venezuela par les États-Unis, et l'enlèvement du président Maduro, démontre concrètement qu'il s'agissait d'un élargissement judicieux.

Outre l'enlèvement de Maduro et de Cilia Flores, qui sont détenu-es depuis deux mois par le gouvernement américain, il y a aussi toutes les menaces que le gouvernement étatsunien a proférées à l'encontre de la Colombie et de Cuba. Le changement de nom est antérieur à ces événements, mais dans la pratique sa nécessité se vérifie.

## Qui se joint à la conférence ?

En 2024, l'appel a d'abord été lancé par le PSOL, le PT, le Pcdob (1) et le Mouvement des travailleurs sans terre et deux syndicats liés à l'éducation (Durges et le Cepers). Avec l'appui d'Éric Toussaint, du CADTM, avec qui le comité local est en dialogue perma-

1) Parti socialisme et liberté, organisation fondée en 2004 à la gauche du PT lors du premier mandat de Lula. Les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale militent dans ce parti. Le Parti des travailleurs est le parti de classe fondé en 1980 et dirigé par Lula. Le PCdoB est le Parti communiste du Brésil.

nent, nous avons commencé à établir des relations avec des organisations du monde entier et à construire le caractère international de l'événement.

Cette année, plus d'une centaine d'entités brésiliennes appellent déjà à la conférence. Des entités importantes telles que l'association nationale de professeur-es d'université, celle des travailleur-ses de l'éducation, le syndicat des enseignant-es de Rio de Janeiro. En plus de cet appel brésilien, nous avons organisé des réunions régulières d'un comité international qui rassemble des organisations et des militant-es du monde entier.

Au niveau international, à l'initiative du CADTM, plus de 1 200 militant-es ont signé un appel international pour renforcer l'action antifasciste et anti-impérialiste. Tou-t-es ne pourront pas être présent-es avec nous à Porto Alegre, mais

tou-t-es soutiennent l'initiative de la conférence.

Il est donc évident que la conférence a pris de l'ampleur, qu'elle est désormais bien établie et que nous travaillons pour

que tout se passe bien ici à Porto Alegre.

## Comment se prépare-t-elle ?

Outre le comité local et le comité international, certains pays et certaines villes ont leur propre comité. Ainsi, par exemple, en Argentine, d'où une délégation importante va venir au Brésil, les militant-es sont organisé-es en un comité qui rassemble des dizaines d'organisations argentines, et leur projet est de venir avec au moins deux bus, soit entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix personnes. Nous avons aussi un comité au Chili, par exemple.

Nous organisons des pré-conférences dans certaines villes du Brésil. Le 26 février, il y en aura une à São Paulo. Le 28 février, il y en aura une autre à Pelotas, une ville de l'intérieur de l'État du Rio Grande do Sul, et c'est ainsi que les comités organisent leurs délégations pour venir à Porto Alegre.

## Quels seront les points forts de la programmation ?

La Conférence internationale antifasciste pour la souveraineté des peuples va proposer quatre types d'activités, toutes très importantes. Je vais vous parler un peu de chacune d'entre elles.

La marche d'ouverture aura lieu le 26 mars à 18 h dans le centre de Porto Alegre, et nous la souhaitons la plus large possible, qu'elle réunisse non seulement celles et ceux qui sont venu-es à la conférence, mais aussi des associations, des partis politiques, des personnalités, le peuple de Porto Alegre, pour composer cette marche qui sera une marche contre le fascisme, pour la souveraineté des peuples, mais aussi une marche de tou-t-es celles et ceux qui luttent pour leurs droits. Ce sera l'un des points forts de la conférence.

Nous aurons dix conférences thématiques réparties entre vendredi, samedi et dimanche. Ces tables rondes réuniront des personnalités venues de tous les coins du Brésil et du monde. Sur le site web, vous trouverez le programme complet de chaque thème. Cette partie de débats est évidemment l'autre point fort de la conférence.

Un autre format proposé est celui des activités autogérées, pour lesquelles ont été réservés des créneaux horaires afin que les organisations puissent elles-mêmes proposer des activités, des intervenant-es et des organisations, car les dix



Rodrigo Dilélio, Gabi Tolotti et Roberto Robaina.

# Conférence internationale antifasciste

conférences thématiques ne suffiront pas à rendre compte de la pluralité et de la diversité des luttes et des tâches que les organisations mènent dans le cadre de leurs activités. Nous avons donc ouvert cet espace pour que les personnes puissent organiser elles-mêmes leurs activités.

Et, en marge de la conférence, avant les tables rondes officielles, le jeudi 26, à partir de 14 h, nous aurons le Forum des autorités antifascistes, qui se tiendra à l'Assemblée législative du Rio Grande do Sul, afin de réunir des personnes, des institutions, des organisations qui ont une expérience en matière de gestion et une expérience institutionnelle de la lutte contre le fascisme et pour le renforcement de la souveraineté des peuples.

**Des participant·es du monde entier sont attendu·es, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie, d'Océanie et d'Afrique. Pour certains, le voyage sera long et coûteux... Comment la solidarité va-t-elle s'organiser ?**

Nous allons réunir des milliers de personnes. Évidemment, une grande partie des participant·es viendront du Brésil, mais nous aurons quelques centaines d'organisations et de militant·es venus de divers pays

du monde. C'est une richesse et cela montre la qualité de la conférence et nous pose aussi de nouveaux défis. Ces voyages sont longs et souvent très coûteux. Surtout au regard des disponibilités financières des personnes venues du Sud global, forcément moindres que celles des personnes venues des pays qui ont plus de moyens financiers. C'est donc tout un casse-tête que nous sommes en train de résoudre. Nous essayons, avec tous les syndicats et toutes les organisations ici à Porto Alegre, d'obtenir le plus d'hébergements solidaires possible pour les organisations et les militant·es des pays du Sud, des pays qui ont le plus de difficultés à financer leurs voyages.

Nous avons déjà conclu un accord avec le CPERS, un syndicat des personnels de l'éducation dans le Rio Grande do Sul, et ils vont mettre à disposition 80 places, que nous sommes en train de négocier pour la délégation argentine qui fait un effort considérable pour faire venir deux bus de son

“ Nous aurons dix conférences thématiques. Ces tables rondes réuniront des personnalités venues de tous les coins du Brésil et du monde. ”



Manifestation contre l'extrême droite, 3 avril 2022.  
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

essays de répondre aux besoins de toutes les personnes qui justifient la nécessité d'un hébergement solidaire. Nous n'avons pas encore d'hébergement pour tout le monde, mais nous nous mobilisons pour essayer d'en trouver autant que possible.

**Des participant·es d'Afrique et d'Asie rencontrent d'énormes difficultés obtenir un visa, voire pour simplement déposer une demande. Comment traitez-vous cette question ?**

En ce qui concerne la question des visas, nous sommes en contact avec le ministère des Relations extérieures. Deux députées fédérales élues par le Rio Grande do Sul, Fernanda Melchionna et Maria do Rosário, ont envoyé un courrier formel à ce même ministère. La députée Fernanda Melchionna a beaucoup œuvré lors des réunions avec le ministère des Relations extérieures pour que les invité·es internationaux qui viennent au Brésil pour participer à l'événement se

voient délivrer un visa de courtoisie (2). Nous sommes donc en train d'élaborer et d'orienter les protocoles de ce processus, mais il existe déjà un accord avec le ministère des Relations extérieures pour que nous obtenions ce visa gratuit pour celles et ceux qui en ont besoin et qui ont été invité·es à participer à la conférence.

**Et après le 29, après l'assemblée générale ?**

La conférence de Porto Alegre sera une étape importante sur un chemin bien plus long. Une Lettre de Porto Alegre est en discussion. Elle constituera un appel à lutter sans relâche et de la manière la plus unie possible contre la montée de l'extrême droite et de l'agression impérialiste, une dimension essentielle de notre projet émancipateur, socialiste, écologiste, féministe, antiraciste et internationaliste. ■

Le 17 février 2026

2) Visa accordé en dehors des catégories (tourisme, travail, études) et procédures classiques, pour des motifs officiels ou institutionnels mais non diplomatiques.



# Le plan de paix de Trump, une nouvelle guerre à Gaza

Le « conseil de paix à Gaza » de Trump se met en place pour continuer le génocide du peuple palestinien, qui a plus que jamais besoin d'une mobilisation mondiale faisant face à l'impérialisme.

Par  
Samar Nasser

Le 19 février 2026, Donald Trump a reçu les représentants des pays qui ont répondu à son invitation à rejoindre le « Conseil de paix à Gaza », dont la création a été annoncée lors du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, le 22 janvier 2026. Il l'a qualifié de « plus prestigieux et [le] plus éminent conseil jamais constitué ».

### Un conseil de guerre

Le Conseil de paix est l'outil de mise en place du « plan de paix » en vingt points approuvé par Trump, accepté par le Hamas et Israël, puis entériné par les Nations unies dans leur résolution 2028. Le plan prévoit la mise en œuvre des dispositions en trois phases : un cessez-le-feu de six semaines, la libération des « otages » israéliens et d'un certain nombre de détenues palestiniennes, puis des négociations en vue d'un cessez-le-feu permanent, suivi du retrait d'Israël de Gaza. Il s'achèverait par un processus de reconstruction s'étalant sur trois à cinq ans. Le plan prévoit que l'administration provisoire de la bande de Gaza serait confiée à trois entités principales : le Conseil de paix, un comité de technocrates palestiniens et une force internationale de stabilisation.

Sur les 55 pays invités à participer au Conseil de paix, 22 étaient présents à la réunion, notamment les monarchies pétrolières du Golfe, la Turquie, la Jordanie et Israël. Les pays européens ont brillé par leur absence, conscients de l'objectif de Trump et du danger que repré-

sente ce Conseil comme alternative aux Nations unies. Ce qui s'est déroulé lors de la séance était caricatural et révoltant : tous les participants savent que le plan de paix n'a rien à voir avec la paix, ils étaient présents soit par crainte, soit par complaisance envers le président de la première puissance mondiale. En particulier les pays pétroliers, principaux bailleurs de fonds du plan.

Ce plan n'a inclus les Palestiniens ni dans ses négociations préalables ni dans la composition du conseil. Il ignore le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, il prévoit une occupation à long terme israélienne de Gaza et place ce territoire sous la tutelle d'un conseil présidé par Trump, dont la composition s'apparente davantage à celle d'un club privé. En effet, selon la déclaration indécente de Trump, les États verseront un milliard de dollars obtiendront le statut de membre permanent du conseil ! La séance s'est terminée

par l'annonce par Trump de l'obtention de 7 milliards de dollars de la part des pays participants, qui seront mis à la disposition du comité exécutif qu'il a formé. Ce dernier est composé de sept de ses amis et de membres de sa famille, tous des investisseurs immobiliers.

### La poursuite du génocide

Alors que Trump vante son plan de paix et son conseil de paix, Israël poursuit sa guerre d'extermination contre Gaza, violant le cessez-le-feu plus de 1 500 fois et tuant plus de 1 600 martyrs depuis octobre 2025. L'État d'Israël continue de limiter l'entrée de l'aide humanitaire et l'ouverture du passage de Rafah. Ce

### Samar Nasser

Samar Nasser est militante palestinienne et membre de le IV<sup>e</sup> Internationale.

poste-frontière est considéré comme une artère vitale par les habitant-es de la bande de Gaza, mais Israël continue de retarder son ouverture, qui permettrait d'évacuer 18 000 blessés et malades dans un état critique. Sous la pression, Israël a accepté de l'ouvrir, après avoir imposé des restrictions injustes quant au nombre de personnes autorisées à partir, le réduisant à 50 malades par jour, ce qui signifie qu'il faudrait six mois pour tous les évacuer... s'ils restent en vie ! L'introduction de l'aide alimentaire et médicale continue d'être retardée, et ce qui est autorisé représente moins de 40 % des besoins de la bande.

Plus dangereux encore est la guerre cachée qui sévit en Cisjordanie, où la population est victime de nombreux sévices de la part de l'occupant et des colons. Depuis le 7 octobre, l'occupant a tué des dizaines de personnes et arrêté des centaines d'habitantes de Cisjordanie, tandis que les colons se livrent à toutes sortes de provocations et de persécutions. Ils brûlent des maisons et des terres et arrachent des arbres, cherchant ainsi à provoquer les habitant-es de Cisjordanie afin qu'ils accomplissent des actes permettant de déclencher une guerre plus vaste encore que le massacre de Gaza.

Mais, conscient-es des conséquences de tout acte irréfléchi, les habitant-es de Cisjordanie font preuve de sang-froid afin de déjouer le plan de l'occupant visant à les déporter.

Malgré cela, Israël a annexé, sous l'appellation de « terres d'État », 16 % des terres de Cisjordanie, dans le but d'étendre les frontières de la ville de Jérusalem par le biais d'un projet de construc-

tion de 2 700 nouvelles unités de colonisation. Selon les accords d'Oslo, ces terres sont considérées comme faisant partie de la Cisjordanie. Ces mesures constituent un pas vers l'annexion de la Cisjordanie à Israël.

## Les vrais objectifs de Trump et l'État sioniste

Le ministre israélien des Finances, Smotrich, n'a pas caché cet objectif, déclarant le 19 février qu'Israël a pour projet d'annuler les accords d'Oslo, d'encourager l'immigration à long terme, de coloniser Gaza et d'expulser tout-

es les Palestinien-nes de Palestine ! Ce plan, désormais public, explique la poursuite des bombardements israéliens sur Gaza et l'absence de Netanyahu au Conseil de paix. Il s'y est fait remplacer car il n'entend pas s'engager à mettre fin à son projet colonialiste et ségrégationniste, et souhaite poursuivre l'extermination et le déplacement des populations de Gaza et de Cisjordanie.

Le silence de Trump et son indifférence face à la poursuite de la guerre par Israël, le non-respect par ce dernier des dispositions du plan qu'il a pourtant approuvé, tout cela montre clairement que son « plan de paix » est loin de permettre l'instauration de la paix en Palestine. Il s'agit en réalité d'un plan visant à exploiter la situation désastreuse causée par la guerre d'extermination menée par Israël avec le soutien sans faille de Trump. Ceci afin de réaliser son rêve d'une Riviera à Gaza et de pousser les pays pétroliers à financer ses projets immobiliers lucratifs, sous prétexte de reconstruire Gaza, qu'il a cherché par tous les moyens à détruire et dont il a voulu exterminer et expulser la population.

## Construire une résistance internationale

Face à l'intransigeance israélienne et à l'arrogance américaine, il est nécessaire, avant de parler d'un quelconque plan de paix, de mettre fin à l'extermination visant à tuer et à expulser les Palestinien-nes de



Une fresque murale peinte sur les décombres d'un bâtiment détruit dans la rue Al Thawra à Rimal, Gaza. La fresque a été réalisée par Mostafa Mehna avec 25 enfants de Gaza. Le texte en arabe signifie « Il y a de l'espoir ». © Hla.bashbash / CC BY 4.0

Gaza, et de dénoncer et mettre fin aux exactions commises par les colons contre les habitant-es de la Cisjordanie. Ces persécutions s'inscrivent dans le cadre du plan israélien déclaré qui consiste à remplacer les Palestiniens par des colons. Il faut également désigner Trump, Netanyahu et l'extrême droite comme responsables du génocide à Gaza et leur imposer des mesures de réparation financières pour la reconstruction.

Tout en affirmant qu'aucun accord de paix ne peut être accepté s'il ne reconnaît pas le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment la mise en œuvre effective du droit au retour et à l'indemnisation des réfugiés, ainsi que le retrait de l'armée israélienne de tous les territoires occupés depuis 1967, comme première étape vers le démantèlement de l'État sioniste, au profit de l'établissement d'un État démocratique et laïque, dans une perspective socialiste. Ce dernier instaurera l'égalité totale entre juifs et Palestinien-nes, qu'ils résident actuellement en Palestine ou qu'ils aient été déplacé-es dans différents pays et choisissent d'exercer leur droit au retour sur leur terre historique, la Palestine. En outre, il faut mettre fin immédiatement à la colonisation, évacuer les colons et libérer tous les prisonniers palestiniens.

“ Avant de parler d'un quelconque plan de paix, il faut mettre fin à l'extermination des Palestinien-nes de Gaza, et aux exactions commises par les colons en Cisjordanie. ”

La cause palestinienne n'a jamais connu de période plus sombre que celle que nous vivons aujourd'hui. Cela exige de faire preuve de bon sens, de comprendre les rapports de force qui, jusqu'à présent, ne penchent pas en faveur des Palestinien-nes, et de s'éloigner des slogans, des illusions et des émotions qui prétendent pouvoir vaincre l'ennemi militairement : ce dont nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais, c'est d'une stratégie à long terme mobilisant les masses palestiniennes et tous les habitant-es de la région pour poursuivre la lutte contre l'impérialisme et, en même temps, contre le sionisme en tant que mouvement raciste. Nous avons également besoin de séparer un nombre croissant de juifs israéliens de l'État sioniste, dans le cadre d'un programme révolutionnaire démocratique accordant des droits égaux à tou-tes. Au niveau international, il faut continuer à gagner le soutien international et à dénoncer les pratiques israéliennes devant l'opinion publique mondiale, en particulier les jeunes du monde entier et les juifs antisionistes, afin qu'ils contribuent à leur tour à un mouvement de lutte populaire mondial soutenant ce processus. ■

Le 20 février 2026



## Soudan : continuer la lutte en dépit de la guerre

Le conflit entre le général Burhan, à la tête de l'armée, les Forces armées soudanaises (SAF), et Hemedti, chef des Forces de soutien rapide (1), qui dure depuis plus de trois ans, a interrompu le processus révolutionnaire d'octobre 2019 de manière sanglante.

Entretien avec  
Kuku Niemat et  
Adam Sharief

**Quelle analyse faites-vous du processus révolutionnaire déclenché en 2019 ?**

**Adam Sharief :** Depuis le début de la révolution, deux courants coexistent. Le premier, qui peut être caractérisé comme un *soft landing* (2), reflète le plan des USA, qui ne veulent pas bouleverser ce régime comprador jouant un rôle d'intermédiaire avec le capitalisme mondial. Il a essayé d'élargir la base sociale d'el-Bechir, en favorisant certains groupes et classes sociales. Le deuxième courant est partisan d'une transformation radicale de la société, visant à faire tomber le système capitaliste parasitaire et à instaurer un régime démocratique basé sur les classes qui ont intérêt à une transformation radicale de la société. Ce courant a combattu le coup d'État, l'impérialisme et l'élite qui voulaient empêcher les classes populaires d'accéder au pouvoir. Il a tenté de mobiliser ses alliés au niveau

“*Les Comités de résistance sont la forme d'auto-organisation la plus élaborée que le peuple soudanais ait développée.*”

régional et à l'intérieur du pays, notamment au sein de la petite bourgeoisie et des militaires. Le PCS considère que, le 11 avril 2019, le Comité sécuritaire du régime d'el-Bechir, dirigé par Abdel Fattah al-Burhan et Hemedti, a mené un coup d'État pour préserver le régime et ses différentes institutions. C'est pour cela que les Comités de résistance (CR), créés en 2013, ont poursuivi leur mobilisation ; la guerre a été déclenchée pour freiner la révolution.

**Pouvez-vous revenir sur la création et la fonction des Comités de résistance ?**

**Adam Sharief :** Les CR sont la forme d'auto-organisation la plus élaborée que le peuple soudanais ait développée. Le PCS a pris part à leur construction dans les quartiers et les lieux de travail du pays. Avec l'Association des professionnels soudanais (APS), les CR ont joué un grand rôle dans la chute du régime, même si en réalité seule la tête du régime est tombée. Les CR poursuivent aujourd'hui leur mobilisation et résistent à la répression des RSF et des SAF. Ils ont été ciblés par les islamistes de l'ancien régime et par des forces spéciales, notamment à Khartoum, mais malgré tout les CR continuent de pallier les défaillances de l'État en assurant les repas, l'abri et le soin médical pour la population. Le 18 décembre 2025, pour la commémoration de la révolution, de nombreux jeunes des Comités de résistance sont descendus dans la rue et ont scandé des slogans pour affirmer que la révolution continue, que l'objectif reste la liberté, l'égalité et la paix.



### Kuku Niemat et Adam Sharief

Kuku Niemat et Adam Sharief sont membres du comité central du Parti communiste soudanais (PCS). Kuku Niemat est aussi une militante engagée dans les organisations féministes, qui ont dans ce pays une longue tradition de lutte. Propos recueillis par Paul Martial. Traduction : Omar et Kerim.

**Kuku Niemat :** La jeunesse s'est mobilisée contre le service militaire obligatoire et à cause des violences, notamment des assassinats, contre les étudiant-es ; elle a défendu ses droits. Les Comités de résistance ont comblé un vide dans la jeunesse et ont permis de résister à l'islam politique et, plus globalement, au régime totalitaire. À l'initiative du PCS en juin 2010, dans les quartiers en premier lieu puis dans les lieux de travail – les syndicats démocratiques étaient interdits –, ces comités ont organisé la résistance par la base et les luttes dans la rue. Des comités venaient aussi des zones de conflit, comme le Darfour, et nourrissaient la lutte.

Malgré la guerre, les CR se mobilisent dans les quartiers et les lieux de travail. Leur base la plus active reste les jeunes et les étudiant-es. Les CR ont résisté au coup

1) Les Rapid Support Forces (RSF, ou FSR en français) sont issues des *Janjawids* (hordes en arabe), une milice mise en place par le régime d'el-Bechir en 2003 pour écraser les révoltes au Darfour. Cette milice s'est rendue coupable de crimes contre l'humanité ; certaines organisations parlent de génocide. Dans cette interview, les termes FSR ou Janjawid sont utilisés indifféremment pour faire référence aux troupes dirigées par Hemedti.

2) « Slow landing » : atterrissage en douceur. Il s'agit d'un courant ne visant qu'à quelques réformes, dans le respect du cadre de l'ancien régime.

d'État et aux conséquences de la guerre; c'est pour cela qu'ils ont organisé les *emergency rooms* (3) avec l'aide du syndicat des médecins et d'hommes d'affaires qui soutenaient la prise en charge des réfugiés. Près de 12 millions de Soudanais comptent sur les CR. Ils luttent contre la détérioration des conditions sanitaires, sociales, humaines et économiques. Ils font revivre et maintiennent le tissu social. Ils exercent une grande influence au niveau régional, mais aussi international, avec des aides qui viennent du monde entier.

**D'autres organisations ont été très actives, notamment le mouvement des femmes.**

**Kuku Niemat :** Les femmes, comme les jeunes, ont été le fer de lance de la révolution, car elles étaient les plus visées par le régime islamique et la violence d'État. Depuis 2019, elles ont joué un rôle essentiel dans la chute du régime.

Les femmes soudanaises sont très engagées dans la résistance contre l'ancien régime. On peut l'expliquer par l'existence d'acquis antérieurs et historiques, depuis 1965, avec notamment l'Union des femmes soudanaises, composée de démocrates et de communistes. Les femmes sont entrées en résistance pour protéger ces acquis.

## Chronologie

**19 décembre 1955 :** déclaration d'indépendance unilatérale contre la domination britannique et égyptienne.

**1958 :** coup d'État du général Ibrahim Abboud.

**1964 :** Révolution d'Octobre qui aboutit à la chute du régime militaire.

**1969 :** coup d'État dirigé par le colonel Gaafar Nimeiry.

**1985 :** Révolution et période dirigée par le Conseil militaire transitoire.

**1989 :** coup d'État du général Omar el-Bechir, soutenu par le Front national islamique dirigé par Hassan al-Tourabi.

**2019 :** Révolution soudanaise. Le 11 avril, el-Bechir est renversé par l'armée qui met en place un Conseil militaire de transition, dirigé par Abdel Fatah al-Burhan, avec le soutien des FSR d'Hemedti, et avec pour Premier ministre Abdallah Hamdok.

**2021 :** coup d'État de Burhan (25 octobre).

Depuis les années 1990, le mouvement des femmes s'est structuré et intégré dans les organisations internationales, comme la conférence mondiale des femmes de Pékin ou la CEDAW (4). C'était une dimension importante pour lutter contre le projet politique du régime islamique, qui prescrivait des normes, notamment en ce qui concerne le mouvement social en général et qui imposait la tenue islamique.

Ce n'est pas exagéré de dire que les trois quarts des manifestant-es pendant les jours de la révolution

étaient des femmes, des jeunes notamment, car ce sont elles qui subissaient le plus la violence d'État à travers les lois contre les droits des femmes.

Le mouvement féministe a dû mener un combat sur deux fronts. D'une part, contre les attaques des forces de l'ancien régime, après des décennies de répression, alors que le mouvement des femmes démocratiques soudanaises était l'un des plus avancés de la région depuis les années 1960, avec de nombreux acquis qui ont servi de point d'appui à la révolution mais aussi de cible pour les islamistes. D'autre part, au sein même de la révolution, face à des forces bourgeoises présentes dans toutes les forces sociales qui ont fait tomber le régime, mais qui n'étaient pas révolutionnaires et ont marginalisé les droits et revendications des femmes. C'est l'une des principales faiblesses de la révolution.

**Dans ce panorama des mouvements de masse, il faut évidemment mentionner les organisations syndicales.**

**Adam Sharief :** Oui, car le mouvement syndical a toujours été lié au mouvement de libération nationale.

Le PCS a accordé une grande importance au travail syndical dès 1946, autour de la lutte pour l'augmentation des salaires, la régulation des prix et l'amélioration des conditions de vie des travailleur-ses, en s'appuyant sur une ligne de lutte de classes. L'idée était de favoriser la démocratie interne afin de permettre un large mouvement de masse reposant sur la participation de tous les travailleur-ses, quelles que soient leur opinion ou leur religion.

Le PCS a pris part à la création du syndicat des travailleurs du chemin de fer, qui a représenté l'avant garde du mouvement social dans le pays. Il a aussi contribué à la construction de l'Union des paysans d'Al Jazirah, la grande région agricole.

*“ Les femmes, comme les jeunes, ont été le fer de lance de la révolution, car elles étaient les plus ciblées par le régime islamique et la violence d'État. ”*

Au cours de son histoire, le PCS a acquis une grande expérience des luttes syndicales en combinant revendications économiques et revendications politiques, car il s'agit d'un seul et même combat.

La ligne du PC consistait à organiser les masses à la base et à mener le travail syndical dans la perspective de la grève politique et de la désobéissance civile; ce travail mené depuis les années 1960 a abouti à la révolution de décembre 2019. Il existait de nombreux syndicats et nous avons œuvré à rassembler les travailleur-ses, ce qui a permis la victoire de la révolution. On peut dire que les syndicats ont été le noyau principal de toutes les luttes révolutionnaires.

Ainsi en octobre 1964, les syndicats, à la tête d'un large front, ont mené une protestation civile qui a obligé le général Ibrahim Abboud à abandonner le pouvoir. Le rassemblement des travailleurs du rail, des avocats, des médecins et des professeurs d'université a répété l'expérience en 1985, en recourant à la désobéissance civile et à la grève politique, ce qui a abouti au départ du colonel Nimeiry.

La lutte des syndicats au Soudan s'est poursuivie jusqu'au coup d'État de Bechir, le 30 juin 1989. Nous avons alors connu le pire régime depuis 1956. Il collaborait avec le système capitaliste mondial. Il a compris le rôle des syndicats dans la lutte du peuple soudanais et les a donc dissous et a licencié les syndicalistes au nom de ce qui fut appelé « l'intérêt général ».

Ce régime a particulièrement visé les syndicats où les militants communistes étaient influents. Parallèlement, il a commencé à privatiser les grands projets nationaux.

3) Lieux dans lesquels les populations peuvent bénéficier de nourriture, de soins et de réconfort moral.

4) CEDAW: Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women. Le Soudan a refusé de ratifier cet accord international.



Manifestants dans le train reliant Atbara à Khartoum, 2018. © Osama Elfaki / CC BY-SA 4.0

Ce régime a fait adopter en 2010 la loi sur les entreprises, qui met sur un pied d'égalité l'ouvrier et le patron en les intégrant dans le même syndicat, ainsi que la loi sur les professions médicales, qui rassemble médecins, infirmier-es et autres travailleur-es de la santé.

Ces lois ont permis au gouvernement de contrôler les forces syndicales par le biais d'un fonctionnaire qui enregistre les syndicats et permet aussi de les dissoudre. Des obstacles juridiques au droit de grève ont été introduits, de même qu'une gouvernance hiérarchique, anti-démocratique, des syndicats. Il faut un grand nombre d'ouvriers pour permettre l'existence d'un syndicat. Le régime d'el-Bechir a utilisé la répression contre le mouvement ouvrier. De 2010 à 2019, aucun jour de grève n'a été organisé.

Les lois de 2010 ont été condamnées par l'OIT et par le Haut Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies, car elles ne respectaient pas les exigences minimales d'indépendance syndicale. Le droit de grève est de fait rendu impossible.

5) Somoud est une alliance de partis politiques et d'organisations de la société civile dirigée par l'ancien Premier ministre Abdallah Hamdok, mise en place dans le prolongement de la révolution. Elle est issue de la coalition Taqaddom, créée en octobre 2023 à Addis-Abeda (Éthiopie), et se divise en 2025 entre la coalition Tasis, liée aux RSF et dirigée par Hemedti, et Somoud.

### Quelle est la situation actuelle ?

**Adam Sharief :** Depuis 2021, on assiste avec Burhan à une offensive régressive contre les droits des travailleur-ses et les libertés syndicales. Beaucoup d'organisations ont été dissoutes dans le cadre d'une vague répressive très dure et il n'y a pratiquement plus de travail syndical organisé. On assiste à une répression des libertés, à l'emprisonnement de syndicalistes et d'activistes. Un climat de terreur s'est installé dans le pays.

Avec la guerre, toute la vie productive est sclérosée. Les usines, les activités économiques et l'agriculture sont à l'arrêt. Quelques entreprises restent en activité, mais de façon très limitée, avec de faibles tentatives d'organisation des ouvriers pour défendre leurs droits. Avec la guerre, la situation est catastrophique.

### Quelle votre position par rapport au rôle de l'armée ?

**Adam Sharief :** L'armée a joué un rôle historique dans l'histoire du Soudan, à commencer par les officiers libres dans les

années 1960. Cette organisation comprenait des officiers nationalistes et du PC ; en 1964, ce groupement a renversé le régime. En 1989, il y a eu une tentative de liquidation de cette tradition d'organisation des « officiers libres » dans l'armée, en les écartant et en introduisant

massivement des officiers islamistes. Le régime a instauré l'islamisation de l'armée en créant notamment une école d'officiers. Ainsi, au lieu de jouer un rôle national, l'armée défend le régime en place.

### Quelle est votre position vis à vis de la coalition Somoud (5) ?

**Kuku Niemat :** Il faut comprendre la composition sociale et économique de Somoud : c'est une coalition de différents partis politiques issus de confréries religieuses et de la petite bourgeoisie qui appartiennent au camp néolibéral.

Le régime d'el-Bechir est un régime capitaliste et parasitaire à 100 %, un régime pro impérialiste qui a transmis différents dossiers concernant les islamistes de la région arabe à la CIA ; il avait même envisagé de livrer Oussama ben

“Ce sont les forces syndicales et les Comités de résistance qui ont contraint le Conseil militaire à écartel el Bechir le 11 avril 2019.”

Laden, comme il a donné Carlos (6) à la France après l'avoir accueilli dans des camps d'entraînement. Une partie du groupe des forces de liberté et de changement pensait qu'il pourrait gagner les élections, sous la tutelle des islamistes, en 2020. Nous pensions le contraire : un changement de régime ne pouvait advenir qu'à partir de mobilisations de masse. Notre parti a une longue expérience des changements de régime obtenus par les mobilisations de masse pacifiques, comme en 1964 et en 1985.

Ce sont les forces syndicales et les Comités de résistance qui ont contraint le Conseil militaire à écarter el-Bechir le 11 avril 2019. Nous considérons qu'il s'agit d'une révolution de palais, car Hemedti et Burhan faisaient partie de l'ancien régime.

Le PCS a demandé de poursuivre la révolution pour la liberté, la paix et la justice, de faire rentrer l'armée dans les casernes et de dissoudre les *Janjawids*. Nos partenaires des Forces de la liberté et du changement, qui ont formé Taqaddom puis ensuite Somoud après le retrait du PCS, ont quant à eux signé avec le régime le document constitutionnel en 2019, qui reconnaît les *Janjawids* comme faisant partie intégrante de la scène politique.

Le mouvement populaire et révolutionnaire a refusé de s'unir à ces groupes, car c'était une manière de légitimer les militaires, le pouvoir islamiste et les *Janjawids*. Le coup d'État de Burhan, le 25 octobre 2021, a visé ensuite à ramener les islamistes au pouvoir et à écraser la révolution. Hamdok, le Premier ministre du gouvernement de transition, a alors de nouveau signé un accord cadre qui reconnaissait les *Janjawids*, et nous l'avons refusé. C'est notre principale divergence avec tous ces groupes qui ont trahi les objectifs de la révolution.

Le groupement Somoud veut accéder au pouvoir, quitte à passer un accord avec Hemedti ou Burhan pour installer un régime capitaliste ; c'est l'inverse de ce que veut le peuple soudanais. Pour nous, il n'y a aucune différence entre Somoud et Tasis : leur but est seulement la conquête du pouvoir.

C'est pour cela que le PCS ne soutient aucune des deux coalitions. Nous restons fidèles aux revendications de 2019 : une révolution pour et par le peuple, avec l'exigence que les militaires rentrent dans les casernes et que les FSR soient dissoutes. Nous travaillons à regrouper les forces révolutionnaires et démocratiques fidèles à la révolution. Nous voulons un grand front de masse des Soudanais-es à l'intérieur et à l'ex-

térieur du pays, appuyé par une solidarité internationale, et non des regroupements qui prônent des compromis au détriment des intérêts du peuple.

## **Votre organisation a dénoncé les interventions extérieures au Soudan.**

**Kuku Niemat :** Le PCS a élaboré un document sur la souveraineté nationale pendant la révolution, en décembre 2020, et a mis en garde le mouvement contre les dangers des atteintes à la souveraineté du Soudan.

L'ingérence la plus directe est celle de l'Égypte. Dans ce pays, l'armée a confisqué la révolution et a voulu faire de même au Soudan à travers les services de renseignement de l'armée égyptienne, intervenus directement pendant la révolution. Les Égyptiens ont même joué un rôle pour modifier un document constitutionnel afin d'intégrer l'association entre l'armée et les civils. C'est lui qui a avancé cette idée de partenariat auquel le PCS – et d'autres mouvements – s'est opposé par une déclaration distribuée massivement en avril 2019.

Il faut noter également le rôle des Émirats arabes unis (EAU) qui, à travers leur mainmise sur les ports soudanais et sur de grandes terres agricoles, constituent un soutien pour les FSR. Enfin, le troisième acteur est la Banque mondiale et le FMI, qui ont exercé une pression sur le gouvernement aboutissant à l'abandon des décisions du congrès économique. Notre parti est intransigeant sur cette question, car il s'agit de défendre la nécessité d'un changement global des structures du pouvoir et la souveraineté nationale du Soudan.

## **Pour terminer, pourriez vous nous décrire la situation des populations après trois ans de guerre ?**

**Kuku Niemat :** Les citoyen-nés soudanais-es subissent la violence des deux forces qui se font la guerre : derrière Burhan, les Frères musulmans, et de l'autre côté les FSR, qui se sont constituées en gouvernement au Darfour. C'est une guerre par procuration organisée par le capitalisme mondial. Les deux camps sont les bras armés chargés

de mater la révolte du peuple soudanais commencée en décembre 2019.

Les souffrances sont liées au manque de nourriture, aux combats qui n'épargnent pas les civils, ainsi qu'à la propagation des maladies en raison du manque d'hygiène. La souffrance est tout aussi forte dans les zones contrôlées par les Forces armées soudanaises (SAF). Il y a 12 millions de déplacé-es et 4 millions de réfugié-es. L'insécurité est partout.

Les SAF sont composées de plusieurs milices. Tourabi a toujours soutenu qu'il n'avait pas besoin d'une armée classique, mais de forces idéologiques islamistes. Le commandement de l'armée est devenu une force économique. C'est une guerre régionale, une guerre liée aux ressources de tous les territoires, de l'eau et des multiples richesses matérielles.

**Adam Sharief :** Notre peuple subit de grands dangers des deux côtés. Il y a des assassinats, des viols ; la famine est utilisée comme arme de guerre dans les zones tenues par les SAF ; la répression y est très forte, avec l'utilisation de juges pour liquider les opposant-es et les jeunes très actifs lors de la révolution, accusé-es de soutenir les FSR sur la base de jugements arbitraires. Dans les régions du Darfour et du Kordofan, il y a une hégémonie totalitaire des FSR. Il n'y a aucun droit ; toute opposition peut être accusée de soutenir les SAF. C'est la loi de la jungle. Les médias ont parlé de centaines de morts et de purification ethnique. À Nyala, dans la prison de Dagees, les méthodes utilisées rappellent celles de Guantanamo.

Dans cette prison, des milliers de Soudanais-es et de prisonniers de guerre des SAF sont entassé-es. Chaque semaine, on compte des dizaines de morts ; la torture est systématique, la nourriture insuffisante et il n'y a pas de soins. Les visites des familles, comme celles des ONG, y compris la Croix Rouge, sont interdites. ■

Le 24 janvier 2026

6) Condamné pour plusieurs attentats, Carlos est détenu à la prison de Poissy, dans la région parisienne.



## La mobilisation populaire iranienne contre la dictature islamiste et les impérialistes

La mobilisation des classes populaires fait face à une répression de masse alors qu'elle tente de s'ériger en force politique face au pouvoir et en indépendance aux ingérences impérialistes.

Entretien avec Sara Selami

**Quels sont les facteurs ayant conduit à l'émergence du soulèvement de janvier ?**

Le déclenchement du soulèvement résulte de la combinaison de facteurs conjoncturels et de facteurs structurels. La chute brutale du rial, la monnaie nationale, face au dollar, a attisé une inflation déjà vertigineuse et l'a portée à un point d'ébullition. Cela a affecté de larges couches de la société. Cette situation a même poussé les commerçants des bazars, base sociale historique du régime, à se mobiliser. À Téhéran, une partie des bazaris a fait grève et organisé des marches dans le bazar.

*“ Des petites villes, les protestations ont progressivement gagné les grandes. Toutes les minorités nationales ont participé au soulèvement. ”*

Ces mobilisations se sont rapidement étendues aux étudiant·es des universités de Téhéran et d'autres grandes villes. Parallèlement à la fermeture des universités par le pouvoir, les mobilisations étudiantes ont gagné différentes régions du pays. Les classes laborieuses ont commencé, les unes après les autres, à se mobiliser.

L'explosion de la colère des classes populaires trouve l'une de ses causes immédiates et essentielles dans la suppression de subventions aux ménages les plus pauvres. Ceux-ci sont particulièrement touchés par une politique que le gouvernement qualifie officiellement de « chirurgie économique », dans un contexte marqué par une augmentation vertigineuse des prix, notamment des denrées alimentaires.



**Sara Selami**

Sara Selami est militante de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI). Propos recueillis par Dominique Lerouge et Babak Kia. D'autres informations sur [iran-echo.com](http://iran-echo.com)

Ce soulèvement ne se limite pas à ces aspects conjoncturels. Des facteurs structurels, qui ont considérablement détérioré les conditions de vie de larges pans de la population, jouent un rôle central dans l'émergence de ce mouvement : les politiques néolibérales, génératrices d'inégalités sociales abyssales ; des salaires dérisoires totalement déconnectés des prix exorbitants des produits de première nécessité ; la précarité de l'emploi, le chômage massif, l'insécurité sociale, ainsi que la répression politique et la dictature.

Au début des manifestations, un élément frappant a été la forte participation des habitant·es des petites villes, qui souffrent de privations économiques sévères. Ces protestations ont progressivement gagné les grandes villes. Toutes les minorités nationales ont participé au soulèvement.



Une foule massive de manifestant·es, 13 janvier 2026. © Mamlekate, CC BY-SA 4.0

Les protestations populaires se sont principalement exprimées sous forme de manifestations de rue marquées par les premiers affrontements avec les forces de répression, puis une répression sanglante.

En ce qui concerne les grèves, il convient de rappeler que depuis des années, des grèves et des manifestations régulières ont lieu pour la défense des droits économiques et

sociaux des travailleurs. Quelques jours avant le début de la grève des commerçants, six mille salarié-es

précaires des industries pétrolières et gazières d'Assalouyeh avaient déjà lancé un mouvement historique visant à l'abolir la sous-traitance. De même à Téhéran, lors des premiers jours du soulèvement, alors que des manifestations populaires se déroulaient dans quelques quartiers, les retraité-es poursuivaient leurs rassemblements hebdomadaires dans d'autres rues de la ville ; ces actions se sont interrompues avec l'intensification et l'extension du soulèvement à l'ensemble de la capitale, ainsi qu'avec l'intervention violente des forces de répression.

### Quelles sont les principales revendications et sources de mécontentement économiques et politiques exprimées par la population ?

Ce soulèvement a été réprimé avec une violence inouïe et sans précédent, avant même d'atteindre le stade de revendications « positives » clairement formulées. Cette répression a fait des milliers de mort-es, de blessé-es, et d'arrestations.

Au début du mouvement, les slogans portaient principalement sur les difficultés économiques et les conditions de vie. Très vite, des slogans rejetant directement la République islamique se sont généralisés. On a également entendu des slogans établissant un lien entre les problèmes économiques et le rejet du pouvoir en place, tels que : « Pauvreté, corruption, vie chère, on ira jusqu'à la chute du régime ».

De manière générale, les slogans de rejet du régime et de la situation existante ont largement prédominé. Les mots d'ordre les plus rassembleurs étaient : « Mort au dictateur », « Mort à Khamenei », « Nous ne voulons pas de la République islamique ».

Selon une analyse concernant les six premiers jours du mouvement, les slogans visant la dictature et le régime représentaient environ 65 % du total, 14 % seulement pour les revendications économiques, malgré leur rôle initial, et environ 20 % en faveur du retour de la monarchie.

Ces derniers ne reflètent pas toujours une réelle demande politique, beaucoup

de manifestant-es scandent surtout par manque d'alternative claire et par désespoir, plutôt que par adhésion à

un projet monarchiste.

De manière générale, ce soulèvement manquait d'une alternative sociale et politique clairement définie. Il s'exprimait avant tout par le refus de la situation actuelle. La revendication commune et unificatrice du mouvement était donc le rejet et la chute de la République islamique.

### Quels sont les principaux débats et désaccords au sein du mouvement, ainsi que les courants impliqués ?

L'ensemble des forces politiques de l'opposition ont tenté d'influencer l'orientation de ce soulèvement. Cependant, elles ne disposent pas toutes des mêmes moyens.

- Les grands médias de l'opposition à l'étranger – en particulier certaines chaînes de télévision en persan comme Iran International, largement soutenue par Israël –, la BBC en persan et d'autres médias internationaux cherchent à présenter le fils de l'ancien Chah comme le leader de ces protestations et comme futur dirigeant du pays. Ces médias sont très visibles, diffusent en continu et possèdent ainsi une capacité d'influence considérable.

- Les Moudjahidines du peuple disposent d'importants moyens financiers et de puissants réseaux de lobbying en Europe et aux États-Unis, notamment au sein de formations politiques de droite. Cependant, ils ne bénéficient d'aucun soutien réel à l'intérieur de l'Iran.

- Les partis et mouvements issus des minorités nationales ont participé aux

mobilisations tout en formulant des revendications spécifiques, à la fois ethniques et régionales.

Si certains courants politiques kurdes se tournent vers les États-Unis ou Israël, il n'existe actuellement pas au Kurdistan de soutien populaire à des projets d'intervention étrangère.

D'autres forces de l'opposition, allant de la gauche aux républicains et aux nationalistes – pour la plupart basés à l'étranger – ont également tenté d'influencer le mouvement par le biais de leurs propres médias, plus modestes. Leur influence reste toutefois limitée.

- Les républicains, dans leur diversité, qualifient ce soulèvement de révolte contre la dictature et revendiquent l'instauration d'une démocratie laïque. Une partie de ce courant ne s'oppose pas au retour de la monarchie et s'appuie sur certains slogans entendus dans la rue. La majorité insiste sur l'indépendance nationale et le refus de toute ingérence étrangère. Ils défendent une transition par des élections et l'instauration d'une démocratie parlementaire. Sur le plan économique, ils restent attachés aux politiques libérales, à l'économie de marché et à l'intégration au marché mondial.

- Les courants de gauche et socialistes jouent un rôle important dans la défense de la justice sociale, la critique du capitalisme et la protection des droits des travailleurs et travailleuses. La situation actuelle, certains slogans de rue et la menace d'une attaque militaire américano-israélienne maintiennent une grande partie de cette gauche – large mais dispersée – dans un état d'alerte. Elle lutte sur trois fronts : contre le régime en place ; contre l'ex-

trême droite, notamment les monarchistes – qui évoquent déjà des représailles avant même d'accéder éventuellement au pouvoir – ; et contre toute intervention impérialiste.

Les désaccords les plus importants au sein de l'opposition portent sur cette alternative d'extrême droite (les monarchistes), et sur la question d'une intervention des États-Unis et d'Israël.

Les monarchistes soutiennent ouvertement une intervention militaire impérialiste, qu'ils considèrent comme le seul moyen de revenir au pouvoir. Les organisations de gauche s'y opposent fermement, rejettent

“ La répression a fait des milliers de mort-es, de blessé-es, et d'arrestations. ”

“ La mobilisation lutte sur trois fronts : contre le régime en place, contre les monarchistes et contre toute intervention impérialiste. ”



la monarchie et défendent, pour la plupart, un modèle de gouvernance fondé sur la démocratie des conseils.

Enfin, nous ne disposons pas d'informations précises sur la création de structures démocratiques organisées pour coordonner les manifestations et les grèves. Il est toutefois probable que de telles initiatives existent à l'état embryonnaire.

## Existe-t-il une continuité avec les soulèvements précédents ?

Les soulèvements répétés en Iran ne peuvent être considérés ni comme des « crises isolées », ni comme de simples explosions de colère éphémères : lorsqu'un État coercitif à caractère idéologique aggrave l'insécurité économique et sociale, le résultat n'est pas une révolte isolée, mais un schéma répétitif : protestation, répression violente, épuisement, puis nouveau soulèvement.

La différence majeure du soulèvement actuel par rapport à ceux de 2017 et 2022 réside dans l'absence de slogans positifs et de revendications alternatives.

Dans le mouvement de 2022, cette dimension positive se manifestait par le slogan « Femme, Vie, Liberté ». Tandis que le soulèvement de 2019 était

Après l'incendie dans le bazar de Rasht, 24 janvier 2026. © Mamlékate, CC BY-SA 4.0



marqué par le slogan « Pain, Travail, Liberté ».

*“ Au début du mouvement, les slogans portaient principalement sur les difficultés économiques et les conditions de vie. Très vite, des slogans rejetant directement la République islamique se sont généralisés. ”*

La plupart des soulèvements de ces huit dernières années ont été motivés par des causes économiques et sociales, à l'exception du mouvement de 2022, où des suprastructures telles que le patriarcat et le caractère religieux du régime ont été critiquées, et où les

revendications portaient également sur les libertés individuelles et le mode de vie. Lors de ce mouvement, malgré la participation de toutes les couches sociales – y compris les travailleur-ses et les autres classes populaires

– l'étendard du mouvement était principalement porté par la classe moyenne urbaine.

Le moteur du soulèvement 2026 est principalement l'aggravation de la situation économique et des difficultés de la vie quotidienne. Presque toutes les couches sociales participent à ce soulèvement, une partie de la bourgeoisie comme les commerçants du bazar, mais la présence des classes populaires, des ouvrier-es et employé-es précaires et des chômeur-ses est plus importante.

À l'instar des autres soulèvements depuis 2017, celui de 2026 partage la volonté de mettre fin à la République islamique dans son ensemble.

Le mouvement vert de 2009, connu pour le slogan « Où est mon vote ? », bien que très massif, se distingue par sa contestation limitée à certaines pratiques du régime, certaines factions du pouvoir ont même participé à sa direction.

## Comment le régime a-t-il réagi à ce soulèvement ?

Ce soulèvement a été confronté à la répression la plus brutale de l'histoire du régime. Cette répression se poursuit encore aujourd'hui sous la forme d'arrestations massives, de poursuites collectives, de harcèlement des blessé-es et du personnel soignant, ainsi que des menaces d'exécutions pour les manifestant-es arrêté-es.

Si la République islamique est restée au pouvoir depuis près de cinq décennies, contre la volonté de la majorité de la population, c'est principalement grâce à l'usage de la force et à la culture de la peur.

La couverture internationale des mobilisations populaires contre le régime peut susciter de la sympathie et renforcer mora-

## Les Gardiens de la révolution

Les diverses appellations des Gardiens sont en français CGRI, en anglais IRGC, en persan SEPAH ou Pasdaran.

Les Gardiens ont une capacité militaire supérieure à celle de l'armée régulière, avec notamment des blindés, des mitrailleuses lourdes, une artillerie, des parachutistes, une marine, des forces d'interventions extérieures, etc. Les Gardiens ont de plus la responsabilité des missiles balistiques. Ils exercent leur tutelle sur les milices bassidjis dont ils assurent notamment la formation.

Les Gardiens disposent par ailleurs d'un empire économique colossal, implanté notamment dans les secteurs bancaires, les hydrocarbures et l'import-export.

La cohésion exceptionnelle des Gardiens n'est pas qu'idéologique. Elle repose sur une structuration au niveau local et régional organisant la vie sociale et culturelle de ses membres et de leur famille.

Les Gardiens bénéficient de prestations sociales élevées. Ils assurent la promotion de leurs membres et leur famille avec leurs propres écoles d'élite et universités, ainsi que d'une académie militaire. En fin de carrière, les Gardiens qui le souhaitent peuvent sans problème se reclasser dans l'appareil politique et économique.

lement et matériellement le mouvement, mais elle n'influence pas directement la détermination du régime. Contrairement au régime du Chah, la République islamique jouit d'une indépendance politique. Ni Les puissances impérialistes ni l'opinion publique internationale ne peuvent la contraindre à reculer.

Ce régime se caractérise par le non-respect systématique des droits humains et des principes éthiques fondamentaux, ainsi que par un recours assumé à une violence extrême comme mode de gouvernement. Il ne peut être amené à atténuer la répression que lorsque celle-ci se révèle contre-productive, en renforçant la mobilisation ou en échouant à réduire la pression politique exercée sur le pouvoir.

Seule une mobilisation populaire organisée, capable d'instaurer un rapport de force défavorable au régime, peut rendre les manifestations politiquement efficaces. À cet égard, la capacité de la classe ouvrière à perturber les flux économiques et administratifs constitue un levier décisif.

### Le régime dispose-t-il encore d'une base sociale ?

La République islamique incarne l'État capitaliste iranien. Elle est la superstructure politique de la domination bourgeoise. Elle conserve encore le soutien d'une fraction de la bourgeoisie, ce qui lui permet de mobiliser ses forces pour défendre les rapports de production existants.

Le régime de la République islamique est né au cœur d'une révolution populaire ayant une dynamique anticapitaliste remettant en cause non seulement la monarchie, mais aussi les fondements du capitalisme en Iran. La répression profonde du mouvement ouvrier autonome et des initiatives démocratiques révolutionnaires par la République islamique a été rendue possible grâce au soutien d'un large éventail de la petite-bourgeoisie. Ainsi, ce régime est devenu l'instrument le plus efficace pour préserver les intérêts essentiels de la bourgeoisie iranienne à une époque où la survie du capitalisme était menacée, même si son caractère théocratique s'opposait aux valeurs culturelles de larges couches de cette bourgeoisie.

L'écrasement définitif de la révolution en 1983 et la fin de la guerre avec l'Irak, en 1988, ont marqué la conclusion de la phase de consolidation du régime. Le rôle historique du régime dans la préservation

du capitalisme iranien face au risque d'une révolution anticapitaliste s'est ainsi achevé. Par la suite, la stabilité du régime a été assurée par la reproduction et la circulation du capital, créant un cadre favorable à l'expansion des intérêts de couches plus larges de la bourgeoisie iranienne.

Pour atteindre cet objectif, les prescriptions de « l'École de Chicago » ont été mises en œuvre dès les années 1990 : libéralisation des prix, privatisations, et une flexibilisation de la main-d'œuvre accompagnée d'une ultra-précarisation.

Bien que le dénominateur commun de tous les capitalistes à l'époque néolibérale soit l'attaque contre les salarié-es et les chômeur-es, la réduction des services sociaux ainsi que la détérioration du niveau de vie des travailleur-es et des couches à faibles revenus, la concurrence interne inhérente à la classe capitaliste en Iran, comme ailleurs, empêche la bourgeoisie d'adopter une politique unique.

Ce phénomène se manifeste particulièrement dans la tentative du régime iranien de consolider sa position dominante dans le système politique régional, afin de favoriser les activités économiques de la bourgeoisie nationale. Les différentes fractions de la bourgeoisie iranienne – selon leur secteur d'activité, le marché de leurs produits, le volume de leur capital, leurs considérations technologiques, etc., – n'ont pas partagé les mêmes préférences concernant la politique régionale de la République islamique, fondée sur l'intervention militaire et la stratégie dite de « profondeur stratégique ».

Certains ont estimé que les coûts de cette politique étaient préjudiciables à l'économie nationale et y ont vu un obstacle à l'intégration au marché mondial.

D'autres l'ont jugée bénéfique et l'ont soutenue. Quoi qu'il en soit, l'échec de cette politique régionale de la République islamique a amené certains secteurs de la bourgeoisie iranienne à reconsidérer leur position.

De plus, les conditions générales de fonctionnement du capital évoluent sous l'effet des transformations économiques et politiques, tant mondiales que nationales. Les besoins des différentes fractions

du capital ne sont pas fixes, elles évoluent en fonction des circonstances.

En conséquence, ces changements se répercutent également sur les bases bourgeoises de la République islamique.

Un autre exemple : face au renforcement des sanctions au début des années 2010, l'Iran a progressivement mis en place des mécanismes informels connus sous le nom de *trustees* – des intermédiaires de confiance établis à l'étranger sont chargé-es de gérer les devises en dehors du système bancaire officiel. Initialement limités à l'importation de devises, ces *trustees* ont rapidement élargi leur rôle à la gestion des recettes d'exportation et à la facilitation des opérations commerciales, notamment dans les secteurs des hydrocarbures et de la pétrochimie. Ils constituent un rouage essentiel des stratégies de contournement des sanctions internationales.

Tout changement dans la stratégie gouvernementale pourrait réduire leur rôle et favoriser l'émergence d'autres fractions de la bourgeoisie. En conséquence, le régime iranien ne peut toujours pas tenir pour acquise son assise sociale actuelle, et ne peut plus s'appuyer sur les mêmes dispositifs que ceux ayant été mis en place dans des conditions différentes.

Dans tous les cas, la base sociale stable et mobilisable de la République islamique est constituée des bénéficiaires de rentes et des profiteurs liés aux Gardiens de la révolution et aux miliciens paramilitaires Basij (*Niruyeh Moghavemat Basij* « force

de mobilisation de la résistance») qui tirent profit du système. Les autres fractions de la bourgeoisie, en revanche, forment une base sociale plus variable, sur laquelle le régime peut compter de manière fluctuante, en fonction des conditions internationales et nationales.

### Quelle est la situation au sein du régime ? Existe-t-il des divisions ou des fractures, notamment concernant le mouvement et la répression ?

Jusqu'à présent, aucune fracture significative n'a été observée au sein du régime. Lors de la répression récente, les forces idéologiques de répression – les

“ Le rôle historique du régime dans la préservation du capitalisme iranien face au risque d'une révolution anticapitaliste s'est ainsi achevé. ”



milices paramilitaires du Basij et le Corps des Gardiens de la Révolution – ainsi que la police et les forces classiques de maintien de l'ordre ont été mobilisées. Au sein des forces armées, aucune désobéissance des échelons inférieurs n'a été constatée.

Aucune composante du régime ne se montre disposée à faire preuve de compréhension envers les manifestant-es, encore moins à chercher à les rallier ou à les récupérer politiquement.

Au début des protestations, le Président de la République a adopté un ton conciliant pour donner l'impression de comprendre la contestation populaire. Mais à mesure que les manifestations se sont étendues et radicalisées, son discours a évolué, validant et accompagnant la répression ainsi que les massacres.

L'appareil administratif demeure opérationnel, et le régime agit de manière unifiée dans la répression des manifestations. La structure du pouvoir explique en partie cela. Depuis près de cinq décennies, la République islamique tente de transformer les crises en instruments de reproduction et de consolidation de ses mécanismes de survie. Le noyau réel du pouvoir est concentré dans un réseau d'institutions à forte composante sécuritaire. L'institution centrale de ce dispositif est le Corps des Gardiens de la Révolution islamique, qui a largement dépassé son rôle initial d'armée idéologique pour devenir un acteur multidimensionnel : militaire, économique, politique et principal instrument de gestion de crise. Le Corps des Gardiens contrôle ou influence une part significative de l'économie, des grands projets nationaux et des mécanismes de contournement des

sanctions internationales. Il constitue ainsi non seulement un outil clé pour la survie du pouvoir du Guide, mais également un acteur relativement autonome, doté d'intérêts propres. À tel point que l'un des scénarios possibles de « transition politique » envisagerait une prise totale du pouvoir par les Gardiens, autrement dit une forme de coup d'État au détriment du clergé. Toute transition politique qui ignorerait leurs intérêts se heurterait à une résistance acharnée de leur part.

Parallèlement, des courants fondamentalistes subsistent, dont le rôle est moins stratégique que symbolique – il s'agit d'occuper les espaces institutionnels et de consolider le discours officiel. Bien que leur base sociale soit insignifiante, ils contribuent à la reproduction de l'ordre établi par le contrôle du système judiciaire, législatif, réglementaire et médiatique.

Le courant « réformateur », quant à lui, apparaît plus fragmenté que jamais. Une partie des « réformateurs », notamment parmi les cadres intermédiaires, s'est rapprochée de l'opposition et voudrait la chute du régime. Certains de ses membres ont même rejoint le courant monarchiste à l'étranger. La fraction restante, officielle – souvent qualifiée de « réformateurs conservateurs » – est aujourd'hui marginalisée par le pouvoir. Écartée des centres de décision, elle tente avant tout d'assurer sa survie

politique. Son rôle social historique, celui de tampon face à la pression populaire, est désormais obsolète. Depuis le soulèvement de 2017, la perte d'influence sociale de ce courant est actée. Sa base sociale se limite aujourd'hui à une fraction de la bourgeoisie du secteur privé, laquelle reproche aux autorités leur lenteur dans la mise en œuvre de réformes inspirées de celles de Javier Milei en Argentine.

Lors du soulèvement de janvier 2026, aucune fracture n'a été observée au sein des instances décisionnelles et exécutives du régime, et l'ensemble des institutions ont fait face au mouvement de manière unifiée.

### Quel impact les acteurs extérieurs – États-Unis, Israël et monarchistes gravitant autour du fils de l'ancien Shah – ont-ils eu sur le mouvement ?

Lors du soulèvement de fin décembre 2025 et janvier 2026, une fraction minoritaire des manifestant-es a exprimé son soutien à la dynastie Pahlavi ou à une intervention militaire américaine. Pour une partie d'entre eux et elles, cela relevait moins d'une adhésion politique que de l'expression d'une profonde détresse

sociale. La majorité des participant-es – salariées privé-es de salaire, enseignant-es pauvres, jeunes sans emploi, femmes refusant la soumission... – s'est mobilisée pour la justice, la liberté et la dignité face à

des conditions de vie inhumaines. Néanmoins, le risque de récupération de ces discours par des acteurs extérieurs existe également.

Le soulèvement s'est déroulé dans un contexte de double contrainte : une répression interne sanglante, et des interventions opportunistes des États-Unis et d'Israël. Cette situation a contribué à neutraliser la capacité des populations à maîtriser leur destin et rappelle une dynamique récurrente dans les mouvements d'émancipation des pays du Sud global.

Enfin, malgré ces pressions, les pratiques sociales et la dynamique contestataire des dix dernières années en Iran révèlent l'existence de formes d'auto-organisation et de politisation par le bas. Dans les grèves, les mobilisations locales et les réseaux informels, des expériences

“ *Le régime iranien ne peut toujours pas tenir pour acquise son assise sociale actuelle, et ne peut plus s'appuyer sur les mêmes dispositifs que ceux ayant été mis en place dans des conditions différentes.* ”

“ *Le Corps des Gardiens contrôle ou influence une part significative de l'économie, des grands projets nationaux et des mécanismes de contournement des sanctions internationales.* ”

Une pièce remplie de sacs mortuaires contenant les corps de personnes abattues par les forces de sécurité, 27 janvier 2026. © Mamlekate, CC BY-SA 4.0



concrètes d'action collective continuent d'émerger, attestant d'un potentiel significatif de recomposition démocratique endogène, malgré la violence structurelle exercée par l'État.

**Que répondez-vous à ceux qui, au sein de la gauche internationale, considèrent ce soulèvement comme une nouvelle « révolution de couleur », provoquée et manipulée par l'impérialisme américain et ses alliés comme Israël ?**

La situation actuelle est critique et complexe. Dans plusieurs pays occidentaux, des groupes monarchistes iraniens ont organisé des rassemblements devant les ambassades américaines, afin d'appeler à une attaque militaire, tandis que certains médias les présentaient comme les représentant-es « naturelles » des protestations en Iran. Cette surexposition médiatique trompeuse du fils du Chah, sans commune mesure avec son influence réelle, contribue à faire percevoir le soulèvement comme un projet « de droite » ou un simple scénario de changement de régime. Elle alimente ainsi les doutes et la prudence d'une partie de la gauche anti-impérialiste. Dans ce contexte de pression militaire américaine accrue, la distance adoptée par certain-es militant-es internationaux de gauche, souvent peu familier-es de la réalité iranienne, peut se comprendre.

Toutefois, passer de l'opposition – nécessaire et cruciale – à l'intervention impérialiste, au silence sur le massacre commis par la République islamique est indéfendable. Une telle attitude relève moins d'une simple prudence que d'une logique politique dite « campiste », qui réduit la scène internationale à un affrontement binaire entre l'Occident et les régimes autoritaires non occidentaux. Dans ce cadre, les luttes populaires qui ne peuvent être interprétées comme « anti-occidentales » sont disqualifiées, et requalifiées en « révolutions de couleur » prétendument téléguidées de l'extérieur. Une telle lecture délégitime des soulèvements authentiquement populaires et tend à présenter leur répression comme une réponse défensive légitime.

Le soutien opportuniste de forces de droite ou d'extrême droite à un soulèvement populaire ne signifie ni qu'elles en soient à l'origine, ni qu'elles en détiennent la maîtrise politique. De même, le fait que des acteurs extérieurs – américains et israéliens – cherchent à instrumentaliser une mobilisation ne suffit pas à en nier la légitimité. Si le risque de récupération existe bel et bien, assimiler ces tentatives opportunistes à des « preuves » de manipulation revient à substituer des schémas idéologiques simplificateurs à une analyse concrète des faits.

La logique « campiste », présente des régimes autoritaires non occidentaux comme des remparts contre l'impérialisme. Elle conduit ainsi à relativiser – voire justifier – la répression interne et les violations massives des droits humains. Il en résulte une inversion morale frappante : des pratiques telles que les emprisonnements, les tortures, les exécutions, les persécutions de travailleur-ses, de femmes, de minorités – que ces mêmes « campistes » dénonceraient à juste titre dans les sociétés occidentales – sont minimisées, voire excusées, lorsqu'elles sont le fait d'un régime non occidental se réclamant de l'anti-impérialisme. On assiste ainsi à une suspension sélective des principes de solidarité et d'émancipation, au nom d'un raisonnement géopolitique où « l'ennemi de mon ennemi » devient automatiquement un allié. Leur évaluation politique ne repose plus sur les réalités sociales, la capacité des peuples à maîtriser leur destin ni sur le droit à l'autodétermination, mais sur des alignements campistes abstraits.

Une interprétation courante au sein d'une partie de cette gauche pourrait se résumer ainsi : la République islamique est répressive à l'intérieur, mais cette répression constituerait un mal nécessaire pour protéger sa position géopolitique face aux puissances impérialistes – États-Unis, Union européenne et Israël. Il serait, selon cette perspective, naïf d'attendre d'elle « les raffinements moraux » des démocraties libérales. Toujours dans cette logique,

le régime, confronté à des forces subversives opérant souvent dans l'ombre, agirait avant tout pour assurer sa survie et soutenir la résistance régionale. Sa chute affaiblirait donc l'ensemble des acteurs opposés à l'hégémonie occidentale. En somme, on retrouve la formule simplificatrice : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

**Et concrètement, que se passe-t-il ?**

Même selon ses propres critères – contenir l'influence occidentale et garantir sa souveraineté – la République islamique apparaît en échec. Ses investissements massifs pour soutenir ses alliés régionaux se sont révélés infructueux tandis que la protection effective de ses citoyen-nes face aux menaces extérieures demeure déficiente. Pendant la guerre de 12 jours (du 13 au 25 juin 2026), le régime n'a pas été en mesure d'empêcher les agents du Mossad d'opérer librement sur le territoire iranien. Dans le même temps, aucun dispositif civil de défense digne de ce nom n'a été mis en place pour protéger les citoyen-nes face à l'agression israélienne.

Le récit défensif de certain-es partisan-es de la gauche campiste – tolérer la répression interne en échange d'une sécurité externe – révèle ainsi son absurdité. La sécurité promise n'étant pas au rendez-vous, la répression apparaît comme un instrument durable de contrôle interne, indépendant des résultats géopolitiques invoqués pour la justifier. Que les menaces soient exagérées ou bien réelles, le

« compromis moral » censé légitimer la répression devient alors insoutenable.

La politique étrangère de la République islamique n'a jamais été guidée par un anti-impérialisme de principe, mais par un pragmatisme strictement centré sur ses intérêts propres. Le

régime n'a pas hésité à collaborer avec ses « ennemis déclarés » lorsque cela servait ses objectifs stratégiques.

Pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980, le régime iranien a secrètement acquis, moyennant paiement, du matériel militaire auprès des États-Unis. Il a également acheté des armes et des pièces détachées à Israël et échangé des informations militaires. Le bombardement israélien des installations nucléaires Osirak

“ *Les discours « interventionnistes » relèvent davantage du désespoir et de la frustration face à l'incapacité d'agir qu'un choix politique affirmé.* ”

“ *Passer de l'opposition à l'intervention impérialiste au silence sur le massacre commis par la République islamique est indéfendable.* ”



d'Irak aurait pu être facilité par cette coopération.

Pendant la guerre d'Afghanistan au début des années 2000, une certaine coopération s'est également établie entre l'Iran et les États Unis, notamment contre les talibans et dans le cadre de l'établissement d'un nouveau gouvernement afghan après le renversement du régime taliban.

Ces cas illustrent que la prétendue posture anti-impérialiste du régime dissimule souvent des choix opportunistes et pragmatiques, plutôt que des principes véritablement anti-impérialistes.

La République islamique se présente comme la seule force capable de défendre la souveraineté et l'autodétermination de l'Iran face à l'influence occidentale, allant jusqu'à prétendre exporter cette mission révolutionnaire. Pourtant cette image s'effondre devant les faits : un véritable anti-impérialisme devrait respecter l'autodétermination des autres peuples. Or la stratégie iranienne considère systématiquement les sociétés voisines comme des terrains d'intervention et d'instrumentalisation.

Dans la pratique, la « défense proactive » du régime iranien se traduit par des investissements massifs dans des milices et forces locales – en Syrie, en Irak, au Liban, en Palestine, et au Yémen – afin d'influencer indirectement ces pays, souvent au détriment de leur indépendance. Derrière la rhétorique morale d'« aide aux peuples opprimés », « l'anti-impérialisme » proclamé sert surtout des objectifs géopolitiques et de contrôle, montrant que la défense de l'autodétermination d'autrui est largement sacrifiée au profit de la projection du pouvoir iranien.

Cette approche prive les peuples d'Iran de toute autonomie réelle, les transformant en simples pions dans les conflits géopolitiques, détachés de leur vie quotidienne et incapable de critiquer leurs dirigeants. La gauche campiste qui soutient cette vision réduit les mouvements sociaux à des raisons d'États : toute contestation est perçue comme instrumentalisée par Washington ou Tel-Aviv, et les manifestant-es sont présentés-es comme des instruments involontaires de l'impérialisme.

Dans ce cadre, les causes matérielles – telles que l'inflation, l'insécurité économique, la pauvreté, les inégalités, la répression, les conflits sociaux et la lutte de classe – disparaissent derrière le jeu des rivalités étatiques. Si l'impérialisme mine certes la capacité d'agir des populations, cette « gauche » qui présente la République islamique comme un rempart contre l'hégémonie occidentale, participe paradoxalement au même effacement : les peuples d'Iran demeurent instrumentalisés, leur voix marginalisée et leurs défaites politiquement entérinées.

## Quelle position la gauche internationale devrait-elle adopter face à ce soulèvement ?

La seule réponse qui s'impose est celle de la solidarité internationale. Il ne s'agit pas de choisir entre ces deux pôles, mais de rompre avec cette fausse alternative et d'ouvrir la voie à une troisième perspective, indépendante et autonome.

Le rejet simultané de l'impérialisme et de la dictature interne ne doit pas rester un slogan vide. Il doit orienter chacune de nos actions, chacune de nos prises de position et chacun de nos choix d'alliance.

La lutte en Iran n'est pas un combat isolé. Son passé comme son avenir sont indissociables des trajectoires de luttes d'autres peuples confrontés à des structures de domination similaires. Qu'on le veuille ou non, elle s'inscrit dans une vague mondiale de résistances au néolibéralisme et aux régimes autoritaires. La gauche progressiste doit mobiliser tous les moyens pour empêcher que cette lutte soit récupérée par des forces réactionnaires ou instrumentalisée par des États impérialistes.

Le soulèvement des peuples d'Iran ne constitue donc pas seulement une bataille circonscrite aux frontières du pays. Il représente, de manière plus décisive encore, une épreuve pour la gauche, en Iran comme à l'échelle internationale. Il est possible de faire émerger un horizon politique à la fois anticapitaliste, anti-despotique et anti-impérialiste. Il est également possible de s'affranchir des fausses dichotomies que nos adversaires s'emploient à nous imposer. Si l'issue de ce soulèvement demeure incertaine, la profondeur de la crise garantit qu'il s'agit d'une dynamique en devenir. Dans ce contexte, toute intervention militaire américano-israélienne constituerait un acte contre-révolutionnaire, qui ne ferait qu'anéantir les luttes populaires menées par le bas.

À ce jour, la construction d'un langage commun et d'une solidarité internationale, à la fois concrète et critique, demeure la seule stratégie viable face à l'alliance de forces réactionnaires de toute sorte.

## Une grande partie du monde a été le théâtre de vagues de soulèvements

“ Le récit défensif de certain-es partisan-es de la gauche campiste – tolérer la répression interne en échange d'une sécurité externe – révèle ainsi son absurdité. ”

Manifestation à Paris le 17 janvier 2026. © FreCha / CC BY-SA 4.0



**survenues sans organisation démocratique étendue, ni partis et structures de gauche enracinés. Comment faire face à cette situation qui a exposé ces mouvements à l'absorption par des forces réactionnaires ou à la répression étatique ?**

Deux lectures opposées des mobilisations populaires coexistent au sein de la gauche : d'un côté, une critique organisée, qualifiée de « néo-campiste » ; de l'autre, une tendance qui tend à glorifier automatiquement toute expression populaire sans distance ni examen critique. Dans cette seconde approche, toute remise en question des slogans ou des orientations dominantes est aussitôt assimilée à une posture anti-mouvement, voire à une forme d'élitisme. Or, la mobilisation de rue n'est jamais pure : elle est un champ de rapports de forces et de conflits, et rien ne garantit que les mobilisations populaires soient, par essence, toujours émancipatrices.

Ces deux lectures répondent à un même problème : l'absence d'une politique de classe organisée. L'une délègue l'initiative aux États, l'autre à la spontanéité de la rue. Dans les deux cas, la colère populaire ne se transforme pas en projet collectif conscient. Cette situation révèle une crise plus profonde de la gauche à l'échelle mondiale, souvent déconnectée des lieux de travail et de la vie concrète des populations. Pour une partie de cette gauche, la géopolitique et les médias ont remplacé le travail de terrain.

En Iran, où le niveau de mécontentement social est sans précédent, la continuité des protestations montre que la colère populaire n'a rien de passager. Le fossé entre la société et le pouvoir politique ne cesse de se creuser. Le problème n'est ni l'absence de contestation ni le manque de forces politiques, mais le déficit d'organisation sociale durable, malgré un potentiel social bien réel. Une société dépourvue de structures, d'institutions et de mécanismes de représentation collective peut, même après l'effondrement d'un régime autoritaire, demeurer exposée à la reproduction de nouvelles formes d'autoritarisme, de populisme et de fascisme.

L'unité politique, lorsqu'elle n'est pas



Des milliers de femmes en Iran ont reproduit l'image d'une femme allumant le feu à une image de l'ayatollah Khameni à l'aide d'une cigarette.

“ *Toute intervention militaire américano-israélienne constituerait un acte contre-révolutionnaire, qui ne ferait qu'anéantir les luttes populaires menées par le bas.* ”

adossée à une organisation sociale structurée, conduit à l'impasse. Une transition réelle n'est possible que lorsque les mouvements sociaux sont organisés, coordonnés et que les forces politiques émergent de ces dynamiques collectives. Un tel processus redéfinit le rôle des partis existant en les inscrivant dans un rapport organique avec une société elle-même organisée.

Les mouvements sociaux ne deviennent une force politique que lorsqu'ils disposent de structures de représentation stables, capables de maintenir l'action collective au-delà des périodes révolutionnaires ou d'effervescence. Sans elles, les mouvements restent des vagues temporaires, puissantes sur le moment mais incapables de se pérenniser, et leurs succès sont souvent récupérés par des forces détachées des véritables revendications sociales.

Le fascisme et les formes de populisme autoritaire ne sont pas seulement idéologiques : ce sont des modes spécifiques de mobilisation qui, exploitant le vide de représentation, se présentent comme « la

seule voix du peuple ». Dans une société dépourvue de structures indépendantes, les masses manquent d'outils pour discerner, résister et contraindre. La mobilisation de masse risque alors de concentrer le pouvoir entre les mains d'une force autoritaire et réactionnaire, plutôt que de déboucher sur l'émancipation.

Il s'agit d'approfondir le changement politique et de le consolider, afin de garantir que toute transformation ne soit, ni simplement passagère, ni détournée par des forces extérieures au mouvement et hostiles à sa cause.

Ainsi, la question cruciale pour une société comme l'Iran n'est pas seulement l'absence d'alternatives politiques, mais le déficit d'organisation sociale. La construction d'organisations durables dans les lieux de travail et de vie, de réseaux et d'outils d'action collective constitue la condition *sine qua non* pour transformer la colère populaire en un projet collectif conscient, capable de produire des changements structurels durables, de prévenir la récupération par les forces réactionnaires et de résister aux pressions extérieures. ■

Le 18 février 2026



# Un vaste mouvement de grèves contre l'austérité

Le pays du chocolat et du paradis fiscal applique depuis 1937 la doctrine dite de la « paix du travail », laquelle prévoit que le conflit entre le capital et le travail doit être réglé par la négociation et par l'adoption de conventions collectives de travail, limitant à l'extrême la possibilité d'organisation de grèves. Pourtant, la Suisse, surtout romande, a connu à l'automne un important mouvement de grèves des secteurs public et parapublic contre des budgets austéritaires.

Entretien avec  
Kelmy Martinez

**La mobilisation a commencé à Fribourg, pour s'étendre à Genève et surtout à Lausanne, où l'ampleur du mouvement a été la plus forte. Peux-tu revenir sur l'amplitude des mobilisations ?**

Le mouvement a commencé à Fribourg en octobre, avec une grève des travailleur-ses du secteur public et parapublic contre un programme austéritaire. Ce dernier a été adopté, mais le syndicat des services publics et le Parti socialiste fribourgeois ont lancé un référendum, qui implique que les citoyen-nes fribourgeois-es voteront sur ce budget en avril. Ce référendum a d'ailleurs obligé l'État de Fribourg à commencer l'année sans budget.

À Genève, c'est au niveau de la ville que la mobilisation s'est construite, contre un budget communal également austéritaire, qui incluait un blocage des salaires et le gel de la création de nouveaux postes.

Dans le canton de Vaud, où la mobilisation a été la plus massive, le mouvement s'est organisé très vite, contre là aussi un budget cantonal très austéritaire. Quelques jours après l'annonce du budget, Lausanne a vécu une manifestation énorme, avec près de 15 000 personnes dans les rues, soit près de 5 % de la population habitant dans la ville et ses agglomérations. C'est inédit !

“*Lausanne a vécu une manifestation énorme, avec près de 5 % de la population habitant dans la ville et ses agglomérations.*”

*C'est inédit !*”

Cette manifestation a été suivie de plusieurs jours de grève reconductible, entre octobre et le 17 décembre et de plusieurs manifestations très suivies. On a su ratisser très large : différents niveaux de radicalité, différents corps de métiers, différentes sensibilités politiques ont pu construire le mouvement ensemble. Le caractère unitaire de la mobilisation, qui s'est organisée en intersyndicale, a permis cette forme et cette force.

Dans les toutes premières manifestations déjà, on pointait du doigt l'hypocrisie du Conseil d'État (nom de l'exécutif du canton) dont certain-es membres se sont rendu-es en limousine à Davos pour le Forum économique mondial pendant qu'ils-elles exigeaient des sacrifices de la part des travailleur-ses déjà sous pression. Une mesure qui a fait

couler beaucoup d'encre et qui malheureusement a un peu éludé le reste du paquet budgétaire : c'est ce qu'ils ont appelé la contribution de crise, une coupe de 0,7 % dans les salaires de la fonction publique.

Mais cette mesure scandaleuse a permis de mobiliser des corps de métier qui ne se mobilisent pas habituellement, comme l'accueil de jour. Les grèves ont aussi été particulièrement bien suivies dans les écoles. Il faut dire aussi qu'un certain nombre de groupes et d'associations professionnelles, parfois assez corporatistes, ont rejoint le mouvement, sans pour autant faire partie de l'inter-



**Kelmy Martinez**

Kelmy Martinez, assistant social, est militant à solidaritéS et à la Fédération syndicale SUD. Propos recueillis par Anouk Essyad.

syndicale. Le mouvement a laissé de la place à tout le monde et c'est ce qui a permis sa force.

**Dans les trois cas, il s'agissait de combattre des budgets cantonaux ou communaux qui prévoyaient des coupes massives dans les dépenses. Il y a également un plan d'austérité au niveau fédéral. Quels ont été les arguments contre ce budget ?**

Comme tu l'as dit, des coupes sont aussi prévues au niveau fédéral dans tous les domaines sauf l'armée. Au niveau vaudois, c'est pareil, ils y vont à la tronçonneuse. Dans mon quotidien d'assistant social, je vois déjà la population se précipiter. Au service social de l'ouest lausannois, on n'a jamais eu autant de dossiers

ouverts à l'aide sociale. Non seulement on a plus de dossiers, mais on a des situations qui sont de plus en plus complexes, avec des gens qui se retrouvent dans des situations de précarité monstrueuses. C'est ça le prix de ces politiques d'austérité, qui coupent dans des prestations sociales essentielles qui permettent aux gens, sinon de vivre dans la dignité, au moins de garder la tête hors de l'eau. Même ces mesures sont attaquées.

En tant qu'assistant social, ce qui m'a marqué, c'est la réduction des subsides à l'assurance maladie. En Suisse, cette assurance est à la fois obligatoire et privée, générant de juteux profits pour les compagnies d'assurances. Les primes augmentent chaque année et sont vraiment hors de prix et elles ne garantissent pas pour autant l'accès aux soins, puisqu'il faut encore payer une franchise. Depuis une dizaine d'années, le canton de Vaud compense en partie pour les revenus les plus modestes en versant des subsides à l'assurance maladie – ce qui consiste en réalité à transférer de l'argent public dans les caisses privées. Mais même ces subsides sont remis en cause par ce budget. Ce dernier coupe aussi dans les institutions d'accueil et de soin aux personnes âgées, ainsi que pour les personnes en situation de handicap. Mais comme je l'ai dit, la mesure qui a le plus mobilisé est celle qui impactait directement les travailleur·ses, donc la baisse de salaire et la non-reconduction de certains postes.

« Des gens se retrouvent dans des situations de précarité monstrueuses. C'est le prix des politiques d'austérité. »

### solidarités a combattu ces dernières années plusieurs baisses importantes de la fiscalité visant les entreprises (RIE3 cantonale, RIE3, RFFA). Que peux-tu dire de l'attitude du Parti socialiste ?

Ces dernières années, le Parti socialiste n'a pas combattu ces réformes en faveur des entreprises et des plus grandes fortunes ; il les a même défendues, au nom d'une politique de compromis. Ils ont essayé de nous vendre leur action à l'exécutif, où ils ont échangé cette baisse massive de l'imposition fiscale des grandes entreprises en échange d'un petit financement de l'AVS (assurance vieillesse et survivant-es). Et aujourd'hui, le PS déplore la politique menée par l'État, alors qu'il y a participé et continue à y participer avec ses conseillères d'État Nuria Gorrite et Rebecca Ruiz.

Il participe aux manifestations avec ses drapeaux et se gargarise d'être dans l'opposition, alors que près d'un tiers de ses député·es ont voté en faveur du budget ! En somme, le PS a de la peine à assumer ses positions et à défendre son bilan de « compromis » avec la droite. En fait, il a préparé le terrain de la droite en légitimant ce discours sur les caisses vides de l'État. Mais c'est un mythe, comme l'a montré notre camarade Sébastien Guex lors d'une conférence pendant le mouvement : non seule-

ment cette austérité a été organisée par des baisses fiscales successives, mais, même dans cette situation et après ces baisses de rentrées fiscales, la situation financière de l'État de Vaud reste idyllique par rapport à d'autres collectivités publiques.

### Le conseil d'État vaudois connaît en parallèle une importante crise politique, liée à l'application illégale d'un « bouclier fiscal » par la conseillère d'État « centriste » Valérie Dittli, et par plusieurs affaires de corruption la visant. Comment ces affaires ont-elles été perçues au sein du mouvement ?

Déjà, le concept du bouclier fiscal est aberrant. Ça désigne un mécanisme qui permet de réduire au cas par cas l'impôt sur la fortune pour éviter ce que les autorités appellent une imposition excessive. L'enjeu est, nous explique-t-on, d'éviter, dans la concurrence fiscale que se mènent les cantons, que les contribuables les plus fortuné·es quittent le canton. Or, un expert indépendant a relevé qu'il a été appliqué illégalement entre son entrée en vigueur en 2009 et 2021. Concrètement, le canton a renoncé en toute illégalité à imposer certain·es contribuables parmi les plus aisé·es, pour une perte estimée à un milliard de francs. 2009, c'est bien avant le début du mandat de Valérie Dittli, et ça date donc de son prédécesseur libéral-radical Pascal Broulis.

Je pense que cette situation a alimenté une forme de méfiance vis-à-vis du gouvernement, ce qui est assez inhabituel pour la Suisse. Cette année, on a vu éclater au grand jour les dissidences internes au Conseil d'État, ce qui n'arrive jamais dans notre système où les exécutifs sont collégiaux (ce qui amène le Parti socialiste à défendre des mesures de droite). Je pense que ça a contribué au fait que le mouvement de grèves ait autant pris : il passe particulièrement mal de se permettre ce genre de libertés puis de demander de l'austérité aux travailleur·ses.

### La Suisse, pays de la « paix du travail », ne vit pas souvent de grèves, et encore moins des grèves interprofessionnelles. Comment le mouvement s'est-il construit et quels en sont les acquis ?

En Suisse, pour qu'une grève soit licite, il faut qu'elle concerne les relations de travail proprement dites, et qu'elle agisse comme dernier recours. Ainsi, lors de la grève fémi-



© Valdemar Verissimo



niste de 2019, tout un enjeu de la mobilisation était de traduire les revendications féministes en des revendications concrètes propres à chaque lieu de travail, pour que la mobilisation soit possible, ce qui a sans doute contribué à son succès.

Le rôle des mouvements de ces dernières années – en particulier la grève féministe, la grève pour le climat, les mobilisations contre les violences policières racistes ou contre le génocide à Gaza – est important dans la construction du caractère massif du mouvement. À mon avis, il y a eu un tournant en 2019 : c'est devenu cool d'aller en manif, le mot même de grève a été popularisé, et le fait de se mobiliser a été banalisé. Tout ça a aidé à la construction d'une conscience de classe. C'est aussi, entre-temps, il y a eu l'inflation. Toujours plus de personnes sont touchées par la précarité, la hausse des loyers ou des primes d'assurance maladie.

Pour le mouvement qui nous intéresse, le Conseil d'État a refusé dès le début tout dialogue avec les syndicats. Il a tenté un passage en force. Face à l'ampleur de la mobilisation, il a fait machine arrière sur la contribution de solidarité (la baisse de 0,7 % des salaires), tout en reportant les coupes ailleurs. Il a tenté, sans succès, une manœuvre d'intimidation, en déclarant la grève illicite après cette annonce, ce qui ne rentre pas dans ses prérogatives puisqu'il est partie prenante du conflit ! Malgré la mobilisation, le budget a été adopté par le Grand Conseil à majorité de droite, et comme je l'ai dit, il a été voté par une partie importante de député-es socialistes et des Vert-es.

Malgré cela, l'intersyndicale subsiste, des AG continuent d'être organisées. Et cette mobilisation a marqué les personnes qui y ont participé, ça laisse des traces. On ne lâche rien, notamment car on sait que l'État prévoit déjà un nouveau budget austéritaire en 2027. Aussi, le conseil d'État a finalement décidé de rencontrer les syndicats après avoir adopté le budget. La rencontre, évidemment, n'a pas donné grand-chose. Comment pourrait-il y avoir quelque chose à négocier maintenant que le budget a été adopté ? On doit continuer à se mobiliser pour nos services publics.

**Tu as participé à créer, avec d'autres camarades, un comité « Touche pas à mes services publics », qui a construit**



© Valdemar Verissimo

## **une caisse de grève. Pourquoi était-il important d'impliquer aussi les usager-es des services publics ?**

En tant que travailleur social, ça fait presque partie de mon identité professionnelle, cette idée que les usager-es participent et ne sont pas que des objets de notre action. Plus largement, le but était d'élargir la contestation et de montrer que l'austérité touche tout le monde, pas seulement les travailleur-ses du public et parapublic. L'idée était aussi de contrer le discours qu'on a vu apparaître dans la presse bourgeoise, selon laquelle la

mobilisation serait uniquement celle d'enseignant-es privilégiés, et de montrer que le mouvement impliquait toute la population. La somme récoltée a été répartie entre les trois composantes de l'intersyndicale pour être reversée aux grévistes.

Je pense que ce comité a réussi à initier quelque chose, même si on l'a lancé relativement tard. On continue d'ailleurs à se réunir, et on continuera à essayer d'élargir les mobilisations à venir.

**Avec d'autres camarades, tu te présentes sur la liste d'Ensemble à Gauche [coalition à laquelle participe solidaritéS] aux élections pour le conseil communal. Comment vois-tu l'articulation entre cette campagne et la mobilisation contre l'austérité ?**

La ville de Lausanne est une petite poche de résistance de gauche dans un canton plutôt à droite. J'ai à cœur de mener une campagne positive, et je crois que c'est ce qu'on fait : créer une utopie, donner à voir ce qu'on peut gagner, sur des questions de loyers, sur les transports publics gratuits. Face au rouleau-compresseur de l'austérité, il faut aussi apporter de l'espoir et de la joie.

L'enjeu est de continuer à être des relais des mobilisations dans les parlements – ce qu'ont très bien fait nos camarades député-es au Grand Conseil pendant le vote du budget. La campagne nous permet aussi de visibiliser les contradictions du Parti socialiste, qui se contente de revendiquer des mesures cosmétiques tout en travaillant main dans la main avec la droite. C'est un moment vraiment intéressant : le souffle des mobilisations a aussi animé cette campagne. Il y a beaucoup d'adhésions, beaucoup de gens se mobilisent, viennent tracter avec nous, faire du porte-à-porte.

En parallèle de cette campagne au niveau communal, on a lancé une candidature de combat – notre camarade Agathe Raboud Sidorenko – au Conseil d'État. Il y a en effet une élection complémentaire à la suite d'une démission. Face à elle, il y a un ténor du Parti socialiste – qui revendique son expérience en matière de compromis – et une figure du parti d'extrême droite UDC, soutenu par toute la droite. Je pense que les deux moyens – la rue et les campagnes politiques électorales – sont complémentaires. La colère gronde, et elle grondera encore longtemps. ■

Le 10 février 2026

# 40 jours d'une contre-révolution accélérée au Venezuela

Il est incroyable de voir comment, depuis le 3 janvier 2026, la contre-révolution a pris le contrôle de la politique vénézuélienne.

Par  
Luis Bonilla-Molina

Le 3 janvier 2026, lors de la conférence de presse organisée par Donald Trump pour expliquer les détails de l'attaque contre le Venezuela, celui-ci a clairement indiqué qu'à partir de ce moment, ce sont les États-Unis qui gouvernent le Venezuela. Il a mentionné la volonté de copérer des hauts responsables politiques qui étaient proches Maduro jusqu'à sa capture et son enlèvement, et s'est même fendu de quelques éloges l'égard de Delcy Rodríguez, à qui la Constitution confère le droit d'occuper le poste présidentiel vacant. Mais l'information essentielle était que les dirigeant-es du gouvernement vénézuélien ont désormais pour fonction d'appliquer les ordres de l'administration américaine.

## Qui décide de l'exercice du pouvoir ?

Le 7 janvier, le secrétaire d'État Marco Rubio a rendu public un « plan de stabilisation » du Venezuela, en trois phases. **La phase 1, de « stabilisation »,** a pour objectif « d'éviter que le Venezuela ne sombre dans le chaos et de maintenir l'ordre interne et la sécurité », ce qui inclut le contrôle de la production et de l'exportation du pétrole, la libération des prisonnier-es politiques et le retour des exilé-es. **La phase 2, « de reprise économique et de réconciliation nationale »** vise à relancer l'économie, à lever les sanctions internationales, à garantir l'accès total au marché vénézuélien pour les entreprises transnationales américaines et occidentales, ainsi qu'à prendre les mesures nécessaires à la réconciliation nationale. **La**

**phase 3 dite de « transition politique »** a pour objectif est de consolider les changements structurels dans le système politique vénézuélien et de promouvoir le retour à la démocratie bourgeoise, en ouvrant des espaces de rencontre « pluriels » (une pluralité qui exclut la gauche, en prétendant la confondre avec le madurisme) et en organisant de nouvelles élections.

Le plan colonial était ainsi annoncé et en marche, tandis qu'au Venezuela, la réponse du gouvernement était modérée, les déclarations visant à conserver son audience locale, tandis que la droite se réjouissait de l'enlèvement de Maduro et de l'incertitude quant à l'acceptation du quatuor de l'administration coloniale (Delcy Rodríguez, Jorge Rodríguez, Diosdado Cabello et Vladimir Padrino) comme interlocuteur valable des États-Unis. La gauche radicale n'est quant à elle pas parvenue à constituer un front anti-impérialiste d'unité nationale.

## Qui dirige l'industrie pétrolière ?

L'administration Trump a annoncé qu'elle vendrait directement le pétrole vénézuélien, recevrait les paiements correspondants et déciderait de leur utilisation dans l'intérêt des États-Unis et du peuple vénézuélien. C'est la concrétisation la plus claire de la nouvelle situation coloniale du pays. Différents éléments ont été scellés lors de la première vente

internationale de pétrole vénézuélien par les États-Unis, le 15 janvier 2026, pour un montant de 500 millions de dollars : l'annonce de la confiscation de 30 à 50 millions de barils de pétrole, la création d'un compte au Qatar pour la gestion des ressources qui seraient restituées au Venezuela (à la discrétion



## Luis Bonilla-Molina

Luis Bonilla-Molina est chercheur en sciences sociales, enseignant et militant vénézuélien de la IV<sup>e</sup> Internationale.

tion de l'administration Trump), le retour de quatre banques privées vénézuéliennes dans le système SWIFT pour qu'elle mettent aux enchères les dollars provenant de la vente de pétrole brut (et non la Banque centrale du Venezuela) et l'exigence de présenter à la Maison Blanche un rapport sur l'utilisation des ressources par le gouvernement de Delcy Rodríguez. Le 11 février, le secrétaire américain à l'énergie, Chris Wright, est arrivé au Venezuela pour superviser sur le terrain les opérations pétrolières et les réformes ordonnées par l'administration Trump après les attaques du 3 janvier.

En d'autres termes, le Venezuela a perdu le contrôle réel de la vente de pétrole brut, principale source de revenus du pays, et dépend désormais des critères de l'administration américaine pour ce qui concerne les montants dont il peut disposer et leur utilisation.

## Réformes juridiques pour légaliser le statut colonial

Le 16 janvier 2026, le directeur de la CIA, John Ratcliffe, qui avait coordonné l'attaque du 3 janvier et l'enlèvement du président Maduro, s'est rendu au Venezuela et a rencontré Delcy Rodríguez pour lui exposer directement les plans du gouvernement gringo. Cette visite a précédé l'arrivée,

“L'administration Trump vendra le pétrole, recevra les paiements correspondants et décidera de leur utilisation.

C'est la concrétisation de la nouvelle situation coloniale du pays.”



le 1<sup>er</sup> février, de la chargée d'affaires des États-Unis pour le Venezuela, Laura Doug, qui coordonnera les intérêts de Washington directement depuis Caracas. Elle a été reçue au palais de Miraflores, siège de l'exécutif vénézuélien. L'une des priorités de son mandat est le suivi des réformes juridiques et institutionnelles ordonnées par Trump.

Le président du Parlement vénézuélien, Jorge Rodríguez (frère de la présidente par intérim), a rendu public l'agenda législatif 2026, un plan pour « moderniser le système juridique » qui comprend 29 lois et huit nouveaux codes, dans le cadre des changements nécessaires pour faciliter les investissements étrangers. Cet ensemble de réformes comprend l'organisation des licences de commerce international du pétrole, un projet de loi sur les prix et leur régulation, des régimes fiscaux souples avec une réduction des impôts et des privilèges afin d'attirer les investissements, et la possibilité d'autoriser des contrats et des opérations sans le contrôle direct de l'État.

Le 29 janvier 2026, l'Assemblée nationale du Venezuela a approuvé la réforme de la loi organique sur les hydrocarbures, qui ramène le pays à la situation de contrôle des multinationales au début du 19<sup>e</sup> siècle, en abrogeant les législations progressistes précédentes promues par la social-démocratie (loi de 1943, nationalisation de 1976) et tous les progrès réalisés pendant la période chaviste. Cette loi marque de facto la fin du monopole gouvernemental, exercé par l'entreprise publique PDVSA en matière d'exploration, d'extraction, de commercialisation et d'exportation du pétrole brut. Elle permet désormais aux entreprises privées, nationales et étrangères, d'opérer et de commercialiser sans avoir à conclure au préalable des contrats mixtes comprenant un contrôle majoritaire de l'État. Des contrats directs avec des entreprises privées sont introduits, dans lesquels celles-ci peuvent assumer la gestion opérationnelle, les risques et les coûts pour leur propre compte, en modifiant à leur avantage les bénéfices convenus. Les actionnaires minoritaires des entreprises mixtes sont même autorisés à commercialiser tout ou partie de la production, y compris en ouvrant des comptes pour opérer en devises étrangères à l'étranger. Les royalties et redevances en faveur du Venezuela sont réduites de 30 % à 15 %, plusieurs impôts antérieurs sont supprimés et une taxe intégrée sur les hydrocarbures est créée. L'un des aspects les plus préjudiciables à la souveraineté nationale est l'introduction de la possibilité de résoudre les litiges contractuels par voie



“ L'un des aspects les plus préjudiciables est l'introduction de la possibilité de résoudre les litiges contractuels par voie d'arbitrage international. ”

d'arbitrage international ou de médiation indépendante, en violation de la Constitution qui stipule explicitement que les litiges d'intérêt public doivent être résolus exclusivement par les tribunaux du pays et sans recours international. Comme si tout cela ne suffisait pas, la réforme fait pratiquement disparaître le pouvoir législatif dans l'approbation des contrats pétroliers.

La diminution des impôts et des redevances devrait entraîner une réduction des recettes publiques, aggravant ainsi structurellement la situation économique. D'autre part, l'intention de l'administration Trump de porter à son maximum la productivité de l'industrie pétrolière locale pourraient finir par affecter la géopolitique des hydrocarbures, en particulier les relations du Venezuela avec l'OPEP.

## Amnistie sans liberté d'opinion

Le madurisme a toujours nié l'existence de prisonnier-es politiques, alors que des dirigeants sociaux, syndicaux et partisans restaient emprisonnés, accusés d'avoir enfreint la « loi contre la haine, de trahison ou de subversion ». Il a suffi que Donald Trump exige, début janvier, la libération des prisonnier-es politiques pour que les portes des prisons commencent à s'ouvrir. Des centaines de militant-es sociaux et politiques, ainsi que des citoyen-nes ordinaires injustement accusé-es d'avoir commis des délits pour avoir exprimé leur opinion ou s'être trouvé-es dans un lieu que l'État considérait comme suspect, ont commencé à être libéré-es, mais tou-tes sont soumis-es à une mesure préventive qui les empêche d'exprimer leur opinion, d'as-

sister à des réunions ou de manifester.

Les militants des droits humains soulignent que plus de 1 000 personnes sont toujours en prison, tandis que le gouvernement refuse de publier la liste des prisonnier-es libéré-es et celle des personnes toujours détenues. Après que Trump a publiquement exprimé que la libération des prisonnier-es politiques était trop lente, Delcy Rodríguez a proposé, le 29 janvier 2026, une loi d'amnistie sous forme de pardon, qui exprime le refus de l'État de reconnaître les fausses condamnations, l'absence de procédure régulière, les mesures d'arrestation extrajudiciaires, les décès en prison et les dizaines de citoyen-nes que leurs familles considèrent comme disparu-es. La lutte des organisations sociales et des défenseurs des droits humains vise à obtenir la liberté pour tous, sans mesures préventives, en respectant le droit d'exiger la réparation des dommages causés.

## La loi sur le travail, l'obstacle le plus complexe

Aujourd'hui, une modification de la loi sur le travail est annoncée, tandis que la fédération patronale Fedecamaras refuse d'accepter des augmentations de salaire tant que les acquis sociaux de la législation actuelle ne seront pas supprimés. Après la question de la libération des prisonnier-es politiques, la plus grande tension sociale concerne les salaires. Le salaire minimum au Venezuela est de 0,35 dollar par mois, le salaire moyen d'un professeur d'université titulaire est de 1 dollar par mois, auquel s'ajoutent 160 dollars de primes [non incorporées au salaire, et donc non assujetties

aux droits sociaux, NdT] dans un pays où les produits de base peuvent coûter jusqu'à trois fois plus cher que dans n'importe quel autre pays de la région. Augmenter les salaires est une nécessité pour désamorcer une éventuelle explosion sociale.

Cependant, les salaires ont tellement baissé que de grandes augmentations seraient néanmoins insignifiantes pour le Venezuela. Une augmentation des salaires de 100 % signifierait moins d'un dollar par mois. Cela crée une situation très complexe, car à la suite des promesses d'amélioration des revenus pour justifier l'assouplissement du cadre juridique pétrolier, les attentes sociales sont celles d'une augmentation salariale équivalente au coût du panier minimum des ménages, qui se situe au-dessus de 500 dollars par mois. C'est pourquoi la fédération patronale Fedecamaras fait pression pour que la réforme de la législation du travail mette fin au salaire et généralise la rémunération du travail par un système de primes, ce qui ramènerait le pays à une situation antérieure à la première loi sur le travail.

## L'administration Trump frappe à la porte du FMI

Au centre de cette contre-révolution menée au *pas de course*, qui a débuté le 3 janvier 2026, on trouve le secrétaire d'État Marco Rubio. Celui-ci a fait pression pour que le Venezuela soit rapidement réadmis au Fonds monétaire international. L'objectif est que le Venezuela accède aux ressources de cette institution multilatérale, mais aussi qu'il accepte un plan d'ajustement structurel comme ceux qui sont en cours en Bolivie et en Argentine, qui réduirait encore plus le budget public.

Alors que le représentant de Delcy Rodríguez attend en coulisses le résultat des démarches américaines auprès du FMI, le Venezuela espère que la libération de 4,9 milliards de dollars du FMI, qui selon sa porte-parole Julie Kozak seraient bloqués, améliorera la situation de la classe ouvrière. Mais les comptes ne sont pas justes.

## Courant souterrain

La situation au Venezuela est calme, un calme sous tension : les espoirs d'amélioration de la situation matérielle permettant de retrouver un minimum de dignité et facilitant le retour des huit millions d'émigrant-es sont très élevés, exagéré-

ment élevés. La classe ouvrière attend des augmentations de salaire rapides, avant le 1<sup>er</sup> mai, et elle les souhaite substantielles. Rien ne laisse cependant présager que cela puisse se faire. Si cela ne se produit pas, le courant d'indignation qui de manière souterraine traverse le pays pourrait se transformer en volcan, et la situation actuelle de façade démocratique pourrait alors devenir le prologue d'une répression sans précédent du mouvement social.

## Et la gauche ?

Le madurisme n'a pas seulement enterré le progressisme du chavisme, il a également liquidé la démocratie. Les événements du 3 janvier, avec l'agression américaine, ont porté un coup dur à la République et ont ouvert la voie à une situation coloniale qui incarne clairement la défaite historique du projet bolivarien et du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle incarné par Hugo Chávez Frías. C'est une réalité concrète qui oblige les secteurs démocratiques, populaires, progressistes et de gauche à repenser leur politique.

Cette défaite se traduit par l'absence de réponse autonome, populaire et auto-organisée dans les rues contre l'agression militaire et la situation coloniale que les États-Unis tentent d'imposer. Le gouvernement a réussi à organiser, à partir de l'appareil du pouvoir, des mobilisations réduites et sans esprit combatif, la droite est restée tétanisée face à la reconnaissance par Trump de la junte d'administration coloniale dirigée par Delcy Rodríguez, la gauche radicale, anticapitaliste et anticolonialiste n'a pas non plus réussi à mobiliser les secteurs populaires. Le mouvement populaire s'est seulement activé, le 2 février dernier, pour une revendication vitale, à savoir des salaires et de meilleures conditions de vie matérielles. À vrai dire, même si c'est dur, il n'y a actuellement aucune possibilité de mobilisations unitaires qui témoignent d'une unité nationale anti-impérialiste. C'est à ce désastre que le madurisme nous a conduits.

L'action publique et l'exercice de la citoyenneté ont touché le fond, ont atteint leur expression minimale. On fait face à un désespoir collectif qui s'exprime en termes politiques dans le fait qu'une partie importante de la population, et pas seulement à droite, pense que la tutelle

américaine pourrait être préférable à la mauvaise gouvernance maduriste. C'est pourquoi nous ne voyons pas actuellement de grandes mobilisations ni de front national anti-impérialiste. Le nier, c'est ne pas comprendre le moment politique.

Par conséquent, la lutte pour redynamiser la vie sociale, démocratique et politique du pays doit être la priorité. Cela passe par le rétablissement du fon-

ctionnement normal des institutions et une ouverture répondant aux demandes sociales urgentes. C'est la seule voie possible pour ouvrir la voie à la conscience et à la lutte anticolonialiste. Sans démocratisation de la société vénézuélienne, il sera impossible de rétablir la République.

Dans les expériences colonialistes antérieures, l'agresseur a encouragé la formation de partis politiques *cipayos* (mercenaires) acceptant la condition coloniale, et qu'il considère comme des interlocuteurs valables. Aujourd'hui, la majorité de la classe politique – celle qui gouverne comme celle des secteurs de l'opposition – s'efforce de remplir ce rôle.

Le défi pour nous consiste à construire des partis politiques démocratiques qui contribuent à rétablir la République. Cela implique de créer des espaces de convergence respectueux des différences, d'organiser des instruments politiques pluralistes afin d'éviter que la démocratisation favorise l'essor de partis promouvant la situation coloniale.

Ce n'est pas facile, car nous sortons de décennies de polarisation, de désaccords, d'abandon de la politique comme art de rendre possible l'impossible pour la majorité. Pour la gauche non maduriste, cela implique de dépasser le sectarisme et les postures radicales incapables à se lier au mouvement de masse, mais aussi de défendre le droit à l'existence comme une question posant la question du pouvoir des opprimé-es, des secteurs populaires, face à un agenda impérialiste qui peut interdire tout instrument politique faisant référence au socialisme.

Réinventer pour ne pas se tromper, tel est le plus grand défi de la gauche vénézuélienne dans une période aussi complexe que celle que nous traversons actuellement. ■

Le 13 février 2026

“ Des centaines de militant-es sont libéré-es, mais sont soumis-es à une mesure préventive qui les empêche d'exprimer leur opinion, d'assister à des réunions ou de manifester. ”



# Asphyxie économique contre l'autodétermination

*Serait-ce que l'entêtement est né avec moi  
L'entêtement de ce qui aujourd'hui paraît insensé  
L'entêtement d'assumer l'ennemi  
L'entêtement de vivre sans avoir de prix*

Silvio Rodríguez – El necio

Cuba ne traverse pas une simple crise économique. Elle est soumise à une opération d'asphyxie calculée. Il ne s'agit pas d'un « contexte défavorable » ni d'une somme d'erreurs internes : c'est un rapport de forces imposé de l'extérieur, soutenu par l'État américain comme politique stratégique de long terme.

L'île vit sous un régime de guerre économique permanente depuis plus de six décennies : sanctions, persécution financière, punition des tiers et – aujourd'hui – un élément décisif : le siège énergétique. Réduire la situation actuelle à un « épuisement du modèle » revient à effacer l'essentiel : Washington ne gère pas des différends ; il administre un dispositif de renversement. Son objectif, explicité dès les années soixante, a toujours été le même : provoquer des pénuries, produire du mécontentement et imposer une nouvelle soumission. La phase actuelle est plus directe : il s'agit de fabriquer une crise sociale et étatique qui ouvre la voie à une issue contre-révolutionnaire par épuisement, présentée comme une « normalisation ».

Après la disparition du bloc soviétique, loin de s'atténuer, le siège s'est institutionnalisé et étendu. Les lois extraterritoriales ont consolidé un système de sanctions qui ne punit pas seulement Cuba, mais toute entreprise, banque ou État tentant d'établir des relations normales avec elle. Il ne s'agit pas d'un différend entre deux pays : c'est un dispositif global visant à discipliner le pays. En termes simples : la crise cubaine a un centre de gravité externe ; l'interne existe, mais il s'ordonne sous cette pression.

L'étape décisive de la phase la plus récente fut l'inclusion de Cuba sur la liste américaine des pays soutenant soi-disant le terrorisme. Cette mesure a fonc-

tionné comme un ordre d'expulsion hors du système financier international : des banques ont fermé leurs opérations, des transferts ont été bloqués, les crédits et les assurances commerciales sont devenus inaccessibles. Par exemple, BNP Paribas, qui opérait avec le pays jusqu'en 2014, a cessé ses opérations après avoir subi une amende de 8,9 milliards de dollars ; de même, en 2018, Société Générale a reçu une amende de 1,34 milliard de dollars. Les exemples sont nombreux, mais l'essentiel est l'effet disciplinaire : d'autres banques s'autocensurent pour ne pas risquer de perdre l'accès au marché nord-américain. Ainsi, entre mars

2024 et février 2025, plus de 40 banques étrangères ont refusé d'effectuer des opérations avec des entités bancaires cubaines ; au moins 5 banques ont refusé de traiter des paiements – sans préavis – lorsque Cuba tentait d'acheter des produits de première nécessité.

En pratique, le pays s'est vu nier la possibilité de financer son développement, réduit à une gestion de court terme et sans marge réelle de planification. Un pays auquel on empêche l'accès au crédit ne fait pas face seulement à des difficultés : il est poussé vers une survie permanente.

## L'architecture du blocus

Le blocus n'est pas un accident historique. C'est une structure cumulative. Depuis 1962, chaque étape de la politique américaine a ajouté des couches à l'embargo initial. Après la chute de l'Union soviétique – lorsque Cuba a perdu son principal partenaire – la pression s'est intensifiée. La loi Torricelli (1992) a sévèrement restreint le commerce indirect. La loi Helms-Burton



Nicolas Menna

Nicolas Menna est militant latino-américain en France, membre du NPA-L'Anticapitaliste (organisation membre de la IV<sup>e</sup> Internationale).

(1996) a marqué un saut qualitatif en faisant assumer le blocus par le Congrès et en élargissant sa portée extraterritoriale, ce qui ouvre la voie à des sanctions contre des entreprises étrangères intervenant en lien avec des biens nationalisés après la Révolution.

Le blocus est devenu une architecture juridique rigide, conçue pour durer.

La brève période de détente sous Obama n'a pas démantelé cette structure. L'administration Trump l'a renforcée avec de nouvelles sanctions, une limitation du tourisme, des restrictions sur les transferts de fonds et des mesures entravant l'approvisionnement en carburant. La désignation comme pays soutenant le terrorisme a consolidé la phase coercitive en activant des mécanismes automatiques d'exclusion financière.

Ce n'est pas une interprétation : dès les années soixante, la doctrine américaine elle-même définissait l'objectif en termes de privation matérielle délibérée – la faim, le désespoir, le mécontentement – comme levier pour briser le processus révolutionnaire.

## Crise et inégalités dans un contexte d'asphyxie

Réduire la situation cubaine au seul blocus serait superficiel. La guerre écono-

mique n'efface pas les contradictions internes : elle les intensifie.

Le point critique du moment est qu'à l'étranglement financier s'ajoute un siège énergétique qui accélère la crise. Il ne s'agit pas seulement de « coupures d'électricité » : quand le carburant manque, ce n'est pas seulement une ampoule qui s'éteint ; les transports s'arrêtent, la chaîne du froid se rompt, l'eau n'arrive pas, les intrants arrivent en retard, chaque déplacement est plus cher et la vie quotidienne passe en mode rationnement. L'asphyxie devient une expérience immédiate.

Cela frappe directement la reproduction sociale. La pénurie oblige à rationner la production électrique et conditionne les services essentiels ; les hôpitaux et les systèmes d'approvisionnement en eau dépendent de dispositifs de secours qui, sans carburant, deviennent vulnérables. Le problème n'est donc pas psychologique, mais matériel. Ce qui est en jeu, c'est la possibilité de maintenir une normalité sous siège.

La baisse des revenus du tourisme – source centrale de devises – limite la capacité d'importation. Le pouvoir d'achat s'est détérioré et les tensions monétaires affectent de larges secteurs. Le mécontentement est réel. Il ne doit pas être nié mais il n'est pas mécaniquement progressiste : en situation d'asphyxie, la protestation sociale est un terrain de lutte. Elle peut nourrir des revendications de justice sociale, ou être captée pour nourrir une issue restaurationniste, sous la promesse de « solutions rapides » via la subordination financière.

Dans ce contexte émergent des inégalités plus visibles que lors des décennies précédentes. L'ouverture à l'initiative privée (petite ou moyenne) et le poids croissant des transferts de fonds ont généré des différenciations sociales liées à l'accès aux devises. Des secteurs liés au tourisme ou à des activités privées rentables concentrent des ressources inaccessibles à d'autres. La dollarisation partielle de certains circuits commerciaux renforce cette segmentation.

Il ne s'agit pas d'une restauration capitaliste ouverte ni de la consolidation d'une bourgeoisie dominante, mais de tensions qui influent sur la perception quotidienne de ce que sont la justice et l'égalité. Les nier serait irresponsable ; les exagérer jusqu'à annoncer un effondrement imminent relève davantage du récit de l'adversaire que d'une analyse sérieuse.

Cuba, cependant, ne reste pas passive. Avec des ressources limitées, le pays impulse une reconversion énergétique afin de réduire sa dépendance externe, avec l'expansion du

photovoltaïque, des modifications réglementaires pour développer les énergies renouvelables et des accords internationaux pour des infrastructures solaires. Cette orientation ne résout pas les problématiques causées par le siège, mais elle modifie le rapport de forces en réduisant la portée du chantage au carburant en donnant des marges pour stabiliser la production et la vie sociale.

Tout cela se déroule dans une économie sévèrement contrainte, avec un système de garanties sociales qui, bien qu'affaibli, continue d'assurer un accès universel à la santé, à l'éducation et à un taux d'emploi élevé – tandis que, dans le monde capitaliste « développé », l'austérité et les attaques contre les conditions de vie des travailleur-ses s'imposent comme monnaie courante.

### Participation politique sous pression

Les révoltes de 2021 ne peuvent être lues ni comme une explosion abstraite ni comme un simple « réveil démocratique ». S'exprime une génération née au sein du processus révolutionnaire et ayant toujours vécu sous des mesures d'exception prolongées : des restrictions matérielles persistantes, des promesses d'amélioration toujours différées et un horizon de progrès rétréci par la pression externe constante.

Ce n'est pas une génération « contre-révolutionnaire ». C'est une génération qui a grandi dans la crise. Et c'est une différence importante.

L'émigration – majoritairement économique, bien qu'elle ait des conséquences politiques – a vidé des quartiers, fragmenté les réseaux familiaux et érodé les attentes. L'usure est réelle. Le découragement aussi.

L'analyse libérale transforme cette usure et diagnostique mécaniquement un échec systémique. Elle mesure l'expérience cubaine à l'aune de la démocratie libérale comme s'il s'agissait d'une norme universelle, alors même que ce modèle a montré des limites sévères, tant dans la participation populaire effective que dans la garantie de conditions de vie dignes. Ce qui, en Europe et dans l'espace post-soviétique, a produit une alternance sans transformation structurelle – jusqu'à favoriser l'essor de régimes autoritaires. Ce processus apparaît désormais comme un horizon inévitable à Cuba.

Mais un raccourci analytique n'ex-

plique pas : il simplifie. Cuba n'est pas une démocratie multipartite. Son système politique s'est structuré sur d'autres bases : parti unique, organisations de masse, mécanismes de consultation et de participation distincts du parlementarisme bourgeois. Son fonctionnement et ses limites peuvent être discutés, mais le réduire à une caricature autoritaire ignore le contexte dans lequel il opère.

La légitimité du système cubain ne s'est pas fondée sur une alternance électorale compétitive, mais sur sa capacité historique de rectification et sur l'intégration organique entre les structures étatiques et le tissu social. Ce mécanisme doit être débattu, mais il n'est ni inexistant ni purement formel.

Dans un contexte de siège prolongé, le champ politique se polarise autour d'un dilemme matériel – indépendance ou subordination – qui réduit fortement l'espace politique des alternatives de gauche. Lorsque l'adversaire agit par sanctions, financements sélectifs et guerre médiatique, l'extériorité politique est susceptible d'être récupérée par les partisans du changement de régime. C'est pourquoi une critique de gauche qui se veut efficace ne peut se présenter comme une « troisième voie abstraite » séparée du conflit principal : elle doit exister au sein de la dynamique politique réelle, en disputant l'orientation, les priorités, le contrôle populaire et la correction des inégalités à partir du socle de l'autodétermination.

Et cela a son importance : le contenu de masse des organisations existantes – syndicats, structures territoriales, espaces de jeunesse, le Parti lui-même – pourrait permettre une vie politique plus ouverte dans des conditions normalisées. Mais la pression externe pousse en sens inverse : elle génère des réflexes défensifs et rétrécit les marges d'expérimentation. La tâche consiste à lutter pour ces marges sans céder du terrain à l'ennemi.

### Cuba et la reconfiguration impériale

L'offensive actuelle ne peut être séparée du moment global. Les États-Unis font face à un scénario moins favorable que durant les années qui ont suivi la Guerre froide. L'émergence de la Chine, la puissance persistante de la Russie et la fragmentation de l'ordre international érodent leur hégé-

“ Les révoltes de 2021 ne peuvent être lues ni comme une explosion abstraite ni comme un simple réveil démocratique ”



# Cuba

monie. Dans ce contexte, la réaffirmation du contrôle sur l'Amérique latine devient prioritaire.

Le durcissement du blocus contre Cuba, les sanctions et le blocus militaire contre le Venezuela – jusqu'à l'enlèvement de son président et son épouse –, ainsi que la pression constante exercée sur les gouvernements qui tentent d'ouvrir des marges d'autonomie, répondent à une logique commune : empêcher que se consolident sur le continent des expériences remettant en cause la subordination structurelle.

Frapper Cuba remplit une fonction exemplaire : la Révolution cubaine fut – et demeure – essentiellement un processus de libération nationale qui a rompu une relation de dépendance politique, militaire et économique par rapport aux États-Unis, et qui l'a fait par le biais d'une réorganisation sociale venue d'en bas. La réforme agraire, l'universalisation de la santé et de l'éducation, l'alphabétisation, la construction d'un État social et l'affirmation d'une politique étrangère indépendante n'ont pas été de simples « politiques publiques » isolées : elles ont concrétisé l'une autodétermination conquise.

C'est pourquoi Cuba demeure une expérience qui inspire, même lorsqu'elle traverse des crises : parce qu'elle incarne une hypothèse dangereuse pour l'ordre impérial, la possibilité pour un pays périphérique de sortir du cadre imposé, de maintenir des droits sociaux universels et de préserver une marge réelle de décision face à la tutelle extérieure. Cette puissance historique – plus que n'importe quel slogan – est ce que l'on cherche à punir : non seulement Cuba, mais l'idée même que la libération nationale puisse ouvrir la voie à des transformations sociales profondes.

Si 60 ans de siège n'ont pas eu raison de cette expérience historique d'autodétermination, alors la soumission n'est pas une fatalité. Si Cuba devait être brisée par l'épuisement économique, le signal serait historique à l'échelle du continent : une défaite aux effets comparables – à l'échelle latino-américaine – à ce que représenta 1991 pour le camp émancipateur, par sa fonction de coercition.

Le soutien international à l'île est limité. La Chine et la Russie maintiennent des liens, mais selon leurs propres calculs stratégiques. L'Amérique latine traverse un moment très différent de celui du cycle progressiste du début du siècle. L'isolement est plus profond qu'à d'autres périodes. Mais il n'est pas absolu.



## Solidarité et dispute continentale

Des gestes de solidarité sont maintenus par certains États malgré la pression américaine – notamment de la part du Mexique ; d'autres pays latino-américains ont protesté publiquement tout en s'accommodant de la situation dans la pratique. Mais le plus important est que des initiatives commencent à se recomposer par en bas : la rencontre antifasciste et pour la souveraineté des peuples de Porto Alegre (mars 2026) aura sans aucun doute pour axe central la solidarité nécessaire avec Cuba, et des campagnes contre le blocus commencent à se frayer un chemin.

Dans cette même logique, une flottille solidaire commence à s'organiser – inspirée de celle qui s'est mobilisée pour apporter de l'aide au peuple palestinien et dénoncer le génocide à Gaza – afin de défier dans les Caraïbes non seulement le blocus économique, mais aussi le blocus médiatique qui cherche à isoler l'île.

Ce sont encore des processus fragmentaires, mais ils pointent vers une tâche stratégique : faire en sorte que le blocus ait un coût politique, le sortir du terrain « technique » et le placer au centre de la confrontation publique. La nécessité d'une solidarité avec le peuple cubain ne pourrait pas être plus urgente.

## Défendre Cuba, c'est défendre le droit à l'existence

La situation cubaine n'est pas simple : ce n'est ni un « échec inévitable », ni une dictature bureaucratique caricaturale, ni une épopée figée. C'est une expérience historique soumise à une pression extrême, traversée par de nombreuses contradictions et marquée par une résilience qui dément 60 ans de pronostics d'effondrement.

L'asphyxie économique actuelle cherche à montrer qu'aucun peuple du continent ne peut décider de son propre chemin de développement si celui-ci s'écarte des limites fixées par l'hégémonie américaine. Le message ne s'adresse pas uniquement à La Havane : il vise quiconque aspire à organiser son économie, ses ressources et sa vie politique sans soumission.

Défendre Cuba ne signifie pas nier ses problèmes ni clore le débat sur les transformations nécessaires ; cela signifie reconnaître que le conflit est structurel et que son issue dépasse les frontières de l'île.

À Cuba se joue quelque chose de plus profond : la possibilité, pour les peuples latino-américains, d'exercer ou non, dans des conditions réelles, le droit de décider de leur propre destin. C'est pourquoi la solidarité ne peut être seulement principielle : elle doit se traduire politiquement – démanteler le blocus, dénoncer l'extraterritorialité nord-américaine, disputer la signification du malaise social – et maintenir un soutien critique qui ne laisse pas Cuba seule face à une offensive structurelle.

Le premier devoir internationaliste est de briser le siège. Cela signifie combattre le blocus comme une politique de guerre et saboter, dans nos propres pays, la propagande qui présente l'asphyxie comme une « défense de la démocratie ». Aucune autodétermination ne peut se maintenir si l'asphyxie est normalisée.

En même temps, il faut le dire avec précision : le soutien critique n'est pas la neutralité. La critique des inégalités émergentes ou de décisions discutables peut et doit exister ; ce qu'elle ne peut pas devenir, c'est un alibi pour l'agression ni un langage emprunté à la stratégie de changement de régime. Critiquer ne signifie pas – ne peut pas signifier – ouvrir la porte à l'impérialisme ni faciliter son offensive : cela signifie défendre le droit de décider sans tutelle et débattre des transformations à partir de ce socle.

Enfin, la crise ne se résout pas par des déclarations. Elle se dispute avec des forces sociales concrètes, avec de l'organisation et des médiations capables de transformer le malaise en projet et en défense de la vie commune face à la fragmentation imposée par l'asphyxie. Si le siège vise à produire le désespoir et la reddition ; la tâche est de produire l'inverse : capacité collective, soutien matériel et horizon politique.

Et dans cette confrontation, la neutralité n'est pas innocente. ■

Le 20 février 2026

## La contribution de la Quatrième Internationale à l'écocosocialisme (2)

Ce document, dont la première partie a été publiée dans notre numéro précédent, retrace le chemin parcouru par l'Internationale, des préoccupations modernistes de Trotsky à l'adoption du *Manifeste pour une révolution écocosocialiste* et la campagne menée autour de celui-ci par les sections.

Par  
Michael Löwy et  
Daniel Tanuro

Dans une auto-évaluation critique, l'introduction de la résolution reconnaît que ce ne sont pas seulement les directions réformistes du mouvement ouvrier qui ont ignoré ou rejeté les problèmes écologiques : « Nous devons reconnaître que les courants révolutionnaires en général – et la Quatrième Internationale en particulier – ont été très tardifs à intégrer la question écologique ». Dans une section consacrée à la QI et à la crise écologique, la résolution indique que de nombreux camarades de notre organisation « ont continué à considérer les problèmes écologiques comme une contradiction du capitalisme parmi tant d'autres » et n'ont abordé les questions écologiques que lorsque d'autres forces sociales les ont mises au premier plan. Alors que d'autres courants et individus discutaient de l'écologie et du socialisme depuis des décennies, la QI est restée pratiquement silencieuse.

La résolution commence par une discussion sur la crise écologique dans le monde capitaliste ainsi que dans les « anciennes sociétés bureaucratiques » (URSS, etc.). Le changement climatique est mentionné ici, mais comme un problème parmi tant d'autres, sans accent particulier. Dans une section sur « le mouvement ouvrier et l'écologie », les contributions de Marx et Engels et leurs limites sont discutées ; la social-démocratie et le stalinisme sont critiqués pour leur productivisme aveugle. L'écologie réformiste est également critiquée et la véritable alternative est présentée comme étant l'écocosocialisme, un courant écologique qui intègre les

acquis fondamentaux du marxisme tout en se débarrassant de ses chaînes productivistes.

Voici comment la résolution résume sa conception de l'« écocosocialisme » :

*L'écocosocialisme est le courant des mouvements ouvriers et écologistes le plus sensible aux intérêts des travailleurs et des peuples du Sud. Il rompt avec l'idéologie productiviste du progrès – sous sa forme capitaliste et/ou bureaucratique (le soi-disant « socialisme réel ») – et s'oppose à l'expansion infinie d'un mode de production et de consommation destructeur pour l'environnement. Il comprend que le « développement durable » est impossible dans le cadre de l'économie de marché capitaliste.*

L'influence de Walter Benjamin sur certains des auteurs du document transparaît dans sa critique du progrès linéaire. La résolution définit également l'écocosocialisme comme un projet révolutionnaire :

*En tant que révolutionnaires, notre objectif est de nous associer à ce courant et de convaincre les travailleurs que les réformes partielles sont totalement insuffisantes. La micro-rationalité doit être remplacée par une macro-rationalité socialiste et écologiste, appelant à un véritable changement de civilisation [...]. Cela signifie que la première question à traiter est celle du contrôle des moyens de production, et surtout des décisions relatives aux investissements et aux changements technologiques.*

Expliquant la signification de l'écocosocialisme, la résolution de 2003 insiste sur le fait qu'il nécessite un changement de paradigme civilisationnel :

*Une réorganisation globale du mode de production et de consommation est nécessaire, fondée sur des critères étrangers au marché capitaliste : les besoins réels des populations et la protection de l'environnement. Cela signifie une économie en*

*transition vers le socialisme, fondée sur les choix démocratiques des populations en matière de priorités et d'investissements, et non sur les « lois du marché » ou un politburo omniscient. Il s'agirait d'une économie planifiée, capable de trouver des moyens durables de surmonter les tensions entre la satisfaction des besoins sociaux et les impératifs écologiques. Ce serait une transition vers un mode de vie alternatif, une nouvelle civilisation, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement alimentées par la publicité et de la production sans fin de biens nuisibles à l'environnement (la voiture particulière !).*

Le document de 2003 se distancie de « l'ouvriérisme », bien plus que le projet de 1991, mais il n'ignore pas l'importance de gagner le mouvement ouvrier à l'écocosocialisme :

*Tout en critiquant l'idéologie mise en avant par les courants dominants du mouvement ouvrier, ils comprennent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour transformer le système.*

La résolution « Écologie et socialisme » adoptée par le 15<sup>e</sup> Congrès mondial de la QI (2003) et traduite en plusieurs langues, marque un tournant dans l'histoire de la Quatrième Internationale. Pour la première fois, elle adopte un document traitant exclusivement de la crise écologique et se définit comme une organisation écocosocialiste. En fait, malgré sa conversion tardive à l'écologie, la QI est devenue la première organisation internationale à adopter l'écocosocialisme. À partir de ce moment, l'écocosocialisme est devenu de plus en plus un aspect clé du programme révolutionnaire, des perspectives stratégiques et du travail pratique de la Quatrième Internationale.

Si le document considère la crise écologique comme « l'une des principales menaces pour l'humanité » à notre époque,



le changement climatique n'est traité que comme l'un des nombreux problèmes, et sa menace pour la vie humaine n'est guère mentionnée. C'est peut-être la plus grande lacune de la résolution. Elle sera comblée dans les années suivantes.

Parallèlement à ses propres activités, la QI a contribué à diverses initiatives écosocialistes internationales. Une première réunion écosocialiste internationale a eu lieu à Paris en 2007, avec l'aide de la section française de la QI. La conférence a décidé de créer un Réseau international écosocialiste (EIN), ouvert à toute personne en accord avec les idées principales du *Premier Manifeste écosocialiste* (publié par Joel Kovel et Michael Löwy en 2001).

L'EIN a demandé à Ian Angus, Joel Kovel, Michael Löwy et Danielle Follet de rédiger un nouveau manifeste, traitant principalement de la question du changement climatique. En prévision du Forum social mondial qui s'est tenu à Belém do Pará, au Brésil, en janvier 2009, ce document a été intitulé « Manifeste écosocialiste de Belém ».

Ce deuxième manifeste a été signé par des centaines de personnes issues de dizaines de pays et a été imprimé par le Réseau écosocialiste brésilien (qui comprenait plusieurs membres et sympathisants de la QI) en anglais et en portugais, puis largement distribué lors du Forum social mondial de Belém.

L'initiative suivante de l'EIN a eu lieu à Copenhague en décembre 2009, en marge du sommet COP15 des Nations unies sur le changement climatique. Lors de la manifestation de protestation contre le sommet, qui a rassemblé dans les rues cent mille personnes venues de toute l'Europe, l'EIN a distribué une bande dessinée écosocialiste intitulée « Copenhague, 12 avril 2049 » (9). Le tract montrait à quoi ressemblerait Copenhague submergée par la mer. Il a été imprimé et distribué par le Parti socialiste ouvrier, section danoise de la Quatrième Internationale.

L'EIN a cessé de fonctionner en 2013, mais en 2020, une nouvelle initiative impliquant également un certain nombre de militant·es de la QI a été lancée par John Molyneux : le Réseau écosocialiste global (GEN).

## 2010 : la QI en faveur d'une réduction de la production matérielle

En 2010, le Congrès mondial de la Quatrième Internationale a adopté une résolution intitulée « Le changement climatique capitaliste et nos tâches ». Pour la première fois, le mouvement a discuté et adopté un document consacré à un aspect spécifique de la « crise écologique ». Cela découlait d'une décision prise un an plus tôt par le Comité international de la QI. À l'appui du projet de résolution, un document très complet sur la science du changement climatique avait été traduit en plusieurs langues et distribué dans les sections. Daniel Tanuro a rédigé ces deux textes et présenté la résolution au congrès.

La résolution comprend cinq chapitres. Le premier attribue la responsabilité du changement climatique au système capitaliste, tout en rappelant le bilan désastreux de l'URSS, de ses alliés et de la Chine, coupables d'avoir reproduit le productivisme.

Le deuxième chapitre explique pourquoi le capitalisme est incapable d'arrêter la catastrophe. Premièrement, parce que la réduction nécessaire des émissions de gaz à effet de serre ne peut être réalisée qu'en réduisant considérablement la consommation d'énergie, et donc aussi la production matérielle. Deuxièmement, parce que la justice Nord-Sud exige que la majeure partie de cette réduction ait lieu dans les pays impérialistes, afin de laisser aux autres une marge de manœuvre pour satisfaire les besoins humains vitaux.

Le troisième chapitre met en garde contre les politiques malthusiennes barbares comme réponse bourgeoise à la combinaison des crises économique, climatique et alimentaire. Le quatrième souligne la double urgence d'une alternative socialiste mondiale et d'une rupture radicale de la vision socialiste avec le productivisme. « L'émancipation des travailleurs n'est plus concevable sans tenir compte simultanément des principales contraintes naturelles ». Le Congrès a ratifié l'idée que la situation objectivement nouvelle justifie l'adoption de l'écosocialisme. Le cinquième chapitre se concentre sur les tâches à accomplir.

Première organisation marxiste à adopter l'écosocialisme, la Quatrième Internationale a également été la première à adopter

l'idée que « la réduction de la production et de la consommation matérielles est immédiatement nécessaire [...] parce que le capitalisme a conduit l'humanité trop loin dans une impasse ». Le texte précise que cette diminution « ne préjuge en rien des possibilités futures de développement, une fois le système climatique stabilisé ». Il note également qu'elle « ne constitue qu'un critère quantitatif de la transition nécessaire vers une économie sans carbone fossile », et ajoute : « ce critère quantitatif doit être combiné à des critères qualitatifs : en particulier, la redistribution des richesses, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement du secteur public. Si ces critères sont satisfaits, et à condition qu'elle cible une production inutile ou nuisible, la réduction de la production matérielle sera en fait synonyme d'une augmentation du bien-être, de la richesse et de la qualité de vie de la grande majorité de l'humanité, grâce à [...] la reconquête du temps libre nécessaire à l'auto-activité, à l'auto-organisation et à l'autogestion démocratique à tous les niveaux ».

« Il ne suffit pas d'affirmer que le socialisme doit prendre en compte les questions écologiques », peut-on lire dans la résolution. « Le véritable défi consiste plutôt à créer les conditions pour que le projet socialiste soit compatible avec l'écologie globale du super-écosystème terrestre. Le développement ne peut être conçu uniquement dans le but de satisfaire les besoins humains réels déterminés démocratiquement, mais aussi en fonction de sa durabilité pour l'environnement [...]. Le concept de "contrôle humain sur la nature" doit être abandonné. Le seul socialisme réellement possible à partir de maintenant est celui qui satisfait les besoins humains réels (détaché de l'aliénation commerciale), déterminés démocratiquement [...], en prenant soin de nous interroger attentivement sur l'impact environnemental de ces besoins et la manière dont ils sont satisfaits ». La résolution développe l'idée que les technologies ne sont pas neutres, idée déjà évoquée dans des documents antérieurs. « Le système énergétique capitaliste est centralisé, anarchique, gaspilleur, inefficace, intensif en travail mort, basé sur des sources non renouvelables et caractérisé par une tendance à la surproduction de marchandises. La transformation socialiste de la société nécessite sa destruction progressive et son remplacement par un système décentralisé, planifié, économique et efficace, intensif en travail vivant, basé exclusivement sur des sources renouvelables et orienté vers la production de valeurs d'usage durables, qui peuvent être recyclées et réutilisées. » La révolution socialiste doit être conçue « non seulement comme la destruction du pouvoir de l'État bourgeois [...] mais aussi comme le début d'un processus de destruction

9) Disponible à la fin du livre *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Michael Löwy, Mille et une nuits, 2011, 5 euros.

*de l'ancien appareil productif capitaliste et son remplacement par un appareil alternatif, utilisant différentes sources d'énergie, différentes technologies et différentes structures au service d'objectifs décidés démocratiquement».*

Dans sa conclusion, la résolution énonce douze tâches : la sensibilisation à la gravité de la situation ; le développement de pratiques populaires de secours en cas de catastrophe ; la lutte contre le néo-malthusianisme pour la défense des pauvres et des droits des femmes ; l'élaboration d'un plan anticapitaliste global pour la reconstruction sociale et écologique, reliant concrètement la lutte pour le climat et pour les droits sociaux, en particulier le droit à l'emploi ; le soutien aux peuples autochtones ; s'opposer à la ruée vers des technologies dangereuses ; établir des liens avec des scientifiques critiques, etc.

## Congrès mondial de la QI de 2018 : la destruction capitaliste et l'alternative écosocialiste

Le 17<sup>e</sup> Congrès mondial de la QI en 2018 a adopté une résolution intitulée « La destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste ». Un long document préparatoire avait été rédigé par Daniel Tanuro. La commission écologie a décidé de soumettre un de ses chapitres au congrès et de publier le texte intégral sous forme de document de travail.

La résolution reconnaît le « *niveau extrêmement alarmant* » de la crise. « *Les seuils sont déjà dépassés dans certains domaines, en particulier la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère* », ce qui pourrait conduire à « *un changement qualitatif* », indique le texte. « *Le système terrestre entretrait alors dans un nouveau régime d'équilibre dynamique, caractérisé par des conditions géophysiques très différentes et une diminution encore plus marquée de sa richesse biologique. Au minimum, outre les conséquences pour les autres êtres vivants, [...] ce nouveau régime mettrait en danger la vie de centaines de millions de personnes pauvres, en particulier les femmes, les enfants et les personnes âgées. Au pire, on ne peut exclure qu'il contribue à l'effondrement de notre espèce* ».

Le document met l'accent sur « *le fossé profond entre l'urgence d'une alternative écosocialiste radicale, d'une part, et le rapport de forces et les niveaux de conscience, d'autre part* ». Les mesures à prendre devraient inclure : « *la socialisation des secteurs de l'énergie et du crédit* » ; « *l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles et du savoir intellectuel* » ; « *la suppression*

*des produits inutiles ou nocifs* » ; « *la gestion commune et démocratique des ressources au service des besoins réels de l'humanité* ». Mais ces mesures sont manifestement hors de portée dans le contexte actuel.

La résolution affirme que « *ce fossé ne peut être comblé que par des luttes concrètes des exploités et des opprimés [...]. En obtenant satisfaction sur leurs revendications immédiates, des couches plus larges de la population se radicaliseront et leurs luttes convergeront. Elles formuleront [...] des revendications incompatibles avec la logique capitaliste* ». Le texte énumère des revendications qui s'inscrivent dans ce cadre stratégique. Elles « *sont applicables séparément, mais [...] forment un tout cohérent, incompatible avec le fonctionnement normal du système capitaliste* ». Ce programme « *n'est pas exhaustif [...] et continuera à s'enrichir grâce à des luttes concrètes* ». « *Dans une perspective écosocialiste, indique le texte, cet enrichissement doit être guidé par [...] la justice environnementale et sociale, les responsabilités communes mais différenciées, la lutte contre les inégalités [...], la fin du colonialisme vert et du racisme environnemental, la priorité donnée aux solutions collectives, l'internationalisme et le principe de précaution* ».

« *Avant tout, les exploités et les opprimés doivent développer leur autonomisation par la démocratie, la décentralisation, le contrôle et l'appropriation ou la réappropriation collective des biens communs* ». Les technologies liées aux énergies renouvelables peuvent contribuer à promouvoir l'autogestion, car « *la nature physique et la difficulté de stockage de l'électricité facilitent sa gestion dans un système décentralisé, combiné et complémentaire* ». La résolution affirme que « *parallèlement à la souveraineté alimentaire, ce domaine de lutte est particulièrement important pour le Sud, dans le cadre d'un modèle de développement alternatif au modèle impérialiste* ».

Une contribution majeure de la résolution est la manière dont elle unifie la vision du capitalisme : « *Le capitalisme repose non seulement sur l'appropriation de la nature et l'exploitation de la main-d'œuvre par le travail salarié, mais aussi sur l'invisibilité patriarcale du travail de soins et de reproduction de la main-d'œuvre. À ces trois piliers du capitalisme s'ajoute un quatrième, l'exploitation fondée sur la "race". Tous ont pour dénominateur commun l'appropriation des ressources naturelles, dont la main-d'œuvre humaine fait partie* ».

La résolution souligne le rôle prépondérant des peuples autochtones, des paysans, des femmes et des jeunes, en fournissant une explication matérialiste de leur position

d'avant-garde. De toute évidence, la question clé est le rôle de la classe ouvrière. Les relations de production capitalistes « *rendent à la fois très difficile et d'une importance décisive la mobilisation du mouvement syndical dans la lutte écologique* ». La perte d'emplois pose un défi : même si « *la transition entraînera une croissance de l'emploi dans [de nouveaux] secteurs [...], une réduction globale de la production matérielle est nécessaire* ». D'où l'importance décisive d'une « *réduction du temps de travail sans perte de salaire* ».

La résolution conclut que « *la lutte pour un programme de transition écosocialiste ne peut finalement aboutir que par l'émergence d'alternatives politiques pour un plan global de réformes anticapitalistes structurelles qui satisfasse à la fois les besoins sociaux et les contraintes environnementales* ».

## 2022 : les bases pour l'élaboration d'un « programme de transition dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale »

En février 2022, le lien entre la pandémie de covid-19 et la destruction de la biodiversité, ainsi que la multiplication des inondations, des mégafeux, des sécheresses et autres « accidents » climatiques graves, ont conduit le Comité International de la QI à mettre en chantier un projet de « programme écosocialiste » inscrit « *dans le cadre de la nécessaire réduction de la production matérielle globale* ».

Constatant que « *l'accumulation du capital menace les conditions mêmes de la vie humaine sur la planète* », la résolution adoptée affirme la nécessité de « *tirer le frein d'urgence à la fois pour combattre les inégalités sociales et pour ouvrir la voie à un développement qualitatif centré sur le soin aux personnes par la satisfaction des besoins humains réels, désaliénés de la marchandise, démocratiquement déterminés dans le respect prudent des écosystèmes* ».

Le texte dénonce « *le fiasco des politiques capitalistes* » basées sur l'idée que « *l'économie globale pourrait à la fois continuer à croître et se décarboner* » – ce qui est « *une impossibilité physique* ». Il met en garde contre les « *fausses solutions dangereuses* » telles que le nucléaire, la capture-séquestration géologique, l'hydrogène, la géo-ingénierie et les grandes plantations d'arbres en monoculture.

« *Toutes les conditions semblent réunies pour que la catastrophe se transforme en cataclysme* », dit la résolution. Elle enchaîne : « *Seule une révolution écosocialiste mondiale pourrait l'arrêter, mais elle n'est pas à l'ordre*



du jour. Le capital renforce partout son emprise, les syndicats se cramponnent à la relance capitaliste comme à une planche de salut, les mouvements sociaux sont sur la défensive, les droits démocratiques et sociaux reculent, le champ politique glisse vers la droite et l'extrême droite dans la plupart des pays ».

Dans ce contexte, il s'agit d'éviter « deux pièges » : « celui d'un maximalisme révolutionnaire abstrait et celui d'un pragmatisme obsédé par les réponses immédiates ». Cela nécessite un programme « qui jette un pont entre la situation présente et la conquête du pouvoir ». La résolution constate que « cette démarche du Programme de Transition est plus actuelle que jamais », tout en précisant que « relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle implique une nouveauté décisive : le programme doit organiser la décroissance globale de la consommation finale d'énergie, et partant de la production matérielle et des transports ».

« Cette décroissance n'est évidemment pas un projet de société », dit le texte, c'est « une contrainte physique qui s'impose parce que le capitalisme a poussé l'humanité au-delà des limites écologiques » et que « si on laisse faire ces vampires, si les pauvres ne font pas payer la décroissance par les capitalistes, celle-ci s'imposera par la catastrophe humaine. La physique ne négocie pas... L'expression politique de cette "solution" est le fascisme. Le choix est donc clair : écosocialisme ou barbarie ».

En conclusion, la résolution trace le chemin à suivre : « La crise écologique nécessite bien évidemment un programme spécifiquement écologique, appuyé sur des connaissances scientifiques pointues, mais ce programme ne résoudra rien sans un ensemble de mesures qui font payer les riches et les capitalistes pour réparer la société, la nature et la relation entre la société et la nature ». « Ces mesures s'inscrivent dans la possibilité réelle que tou-ttes mènent une bonne vie en consommant peu d'énergie et en réduisant l'ensemble des impacts sur les écosystèmes ». Elles sont regroupées en cinq axes : « régulations urgentes, aux frais des riches et de leurs business » ; « justice fiscale, justice sociale = justice climatique » ; « démocratie pour reprendre le contrôle de nos existences et prendre soin des humains et de la Terre » ; « produire moins, travailler moins, vivre mieux » ; « désarmer les humains qui n'aiment pas la vie », notamment par la socialisation des secteurs clés.

« Cette décroissance n'est évidemment pas un projet de société », dit le texte, c'est « une contrainte physique qui s'impose parce que le capitalisme a poussé l'humanité au-delà des limites écologiques » et que « si on laisse faire ces vampires, si les pauvres ne font pas payer la décroissance par les capitalistes, celle-ci s'imposera par la catastrophe humaine. La physique ne négocie pas... L'expression politique de cette "solution" est le fascisme. Le choix est donc clair : écosocialisme ou barbarie ».

« L'émancipation pour laquelle nous luttons passe par une société où, les besoins fondamentaux étant satisfaits, l'être passe avant l'avoir. »

## 2025 : « Manifeste pour une révolution écosocialiste - Rompre avec la croissance capitaliste »

Peu de temps après le Comité international de 2022, les instances de la QI ont mis sur pied une Commission de rédaction chargée de concrétiser l'orientation adoptée. La Commission qui s'est étoffée au fil des travaux a tenu plus de quinze réunions en trois ans. Au final, elle a comporté neuf membres, du Nord et du Sud.

La Commission a rapidement estimé que l'importance du programme écosocialiste dont elle était chargée de rédiger le projet justifiait que ce document prenne la forme d'un Manifeste. Un premier projet a été soumis au Comité international de la QI en 2023. Il s'agissait principalement de clarifier une ligne de classe prenant en compte les implications différenciées de la décroissance globale respectivement dans les pays capitalistes développés, les pays semi-industrialisés et les pays les plus pauvres. Mandat a été donné à la Commission de poursuivre ses travaux afin d'améliorer le document sur base de ces débats.

Une deuxième version du texte a été soumise au Comité International de février 2024. Daniel Tanuro a présenté le Manifeste et Christine Poupin a tiré les conclusions des discussions. Le document a été approuvé à une très large majorité pour être diffusé dans toutes les organisations, avec appel à amendements et contributions au débat, en vue du Congrès mondial de février 2025.

Le Manifeste comporte une introduction suivie de 6 chapitres :

- Le premier brosse un tableau de la double crise sociale et écologique ; il débouche sur la nécessité objective d'une révolution globale – écosocialiste, internationaliste, féministe, antiraciste, anticoloniale et anti-impérialiste. « Il ne suffit pas de remettre en cause le régime néolibéral et de revaloriser le rôle de l'État. Il ne suffirait même pas d'arrêter la dynamique d'accumulation (un objectif impossible sous le capitalisme !). La consommation finale mondiale d'énergie doit diminuer radicalement – ce qui implique produire moins et transporter moins à l'échelle mondiale – tout en augmentant la consommation d'énergie dans les pays les plus pauvres, pour satisfaire

les besoins sociaux. C'est la seule solution qui permette de concilier le besoin légitime de bien-être pour tou-ttes et la régénération de l'écosystème mondial. La juste suffisance et la juste décroissance – la décroissance écosocialiste – est une condition sine qua non du sauvetage ».

- Le deuxième présente notre utopie concrète. Nous refusons le joker facile de « l'abondance » : l'émancipation pour laquelle nous luttons passe par une société où, les besoins fondamentaux étant satisfaits, l'être passe avant l'avoir.

- Le troisième rappelle en quoi consiste la méthode transitoire élaborée par Léon Trotsky.

- Le quatrième présente brièvement 21 lignes de force d'un programme écosocialiste cohérent. Certaines sont réalisables dans le cadre capitaliste, mais l'ensemble nécessite le renversement du système. Elles vont *crescendo*, des mesures à prendre pour protéger les populations des catastrophes, à la socialisation des secteurs clés et à la planification démocratique, en passant par le démantèlement de l'agro-business, la protection de la biodiversité, la lutte contre le racisme environnemental et pour une politique urbaine sous le contrôle des classes populaires.

- Le cinquième chapitre, « décroissance globale dans un contexte de développement inégal et combiné », approfondit les implications du concept de « responsabilités et capacités communes et différenciées » pour les pays du Sud, en distinguant les pays semi-industrialisés et les pays les plus pauvres, au sein desquels la satisfaction des besoins sociaux nécessitera que de l'énergie fossile soit encore consommée pendant un certain temps.

- Le sixième et dernier chapitre est consacré à la question stratégique : autonomie des mouvements sociaux, refus de toute hiérarchisation des luttes, convergence des luttes et conquête du pouvoir politique.

Le Manifeste accorde une place centrale aux revendications des femmes. Il prend à son compte l'objectif du « prendre soin » – des humains et de la planète – mis en avant par les féministes et affirme l'importance centrale de la reproduction sociale par rapport à la production.

L'importance accordée aux peuples autochtones est un autre point remarquable, qui traduit une approche renouvelée du Programme de transition. Pour le Manifeste, bien que minoritaires au sein de la population mondiale, les peuples

indigènes apportent la preuve qu'une autre relation entre l'humanité et le reste de la nature est possible. Le témoignage de ces peuples revêt ainsi une immense portée idéologique. C'est pourquoi nous reconnaissons qu'ils sont une partie fondamentale du sujet révolutionnaire du 21<sup>e</sup> siècle.

Pour les mêmes raisons, le *Manifeste* accorde également une grande importance aux luttes et aux revendications des petit-es paysan-nes face à l'agrobusiness et des petit-es pêcheur-ses face à la pêche industrielle. Il se prononce pour la souveraineté alimentaire, pour une réforme agraire radicale et pour l'agroécologie.

Le *Manifeste* a soulevé un intérêt considérable dans les sections de la QI et les organisations sympathisantes. Des dizaines d'amendements ont été proposés par des camarades de toutes les régions du monde, notamment États-Unis, Mexique, Brésil, Pérou, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Inde, Pakistan, Algérie, Afrique du Sud, Suisse... La plupart ont permis d'enrichir le texte. La dimension collective du travail de la Commission de rédaction a été mise en évidence par un rapport présenté conjointement par quatre camarades (deux du Nord, deux du Sud, deux hommes et deux femmes). Le texte final a été adopté à une très large majorité des délégué-es (124 voix pour, 1 voix contre, 3 abstentions et 4 NPPV).

## Exemples d'activités écosocialistes des sections de la QI

Lors du Congrès mondial de 2018, les débats sur l'écologie ont reflété la forte implication de nombreux militants dans des luttes concrètes, en particulier dans les pays du Sud qui sont les plus touchés par le changement climatique.

La section de la Quatrième Internationale à Mindanao (Philippines) est depuis longtemps engagée dans la défense des communautés contre des typhons de plus en plus violents. Ces camarades sont engagés dans le développement de méthodes agricoles basées sur la souveraineté alimentaire, l'exclusion des semences génétiquement modifiées et la production d'aliments biologiques pour les communautés locales.

Au Bangladesh, l'un des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, l'organisation de la QI est profondément impliquée dans les grandes luttes paysannes contre le changement



Portraits des présidents participant à la COP26, 6 novembre 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

climatique. Avec Via Campesina et d'autres organisations, les camarades mènent une campagne pour la souveraineté alimentaire, les droits des petits agriculteurs et la redistribution des terres, dans la lignée du Mouvement des sans-terre brésilien. Depuis 2011, ils et elles sont fortement impliqués dans l'organisation de caravanes climatiques qui font campagne au Bangladesh, au Népal et en Inde.

Au Pakistan également, les camarades de la QI ont été à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. En 2010, des inondations dévastatrices ont submergé un cinquième du pays et laissé des millions de personnes sans abri. Vingt millions de personnes ont été touchées et 2 000 ont perdu la vie. Cinq camarades ont été emprisonnés pour avoir défendu des villageois après un glissement de terrain qui a bloqué la rivière Hunza dans la région du Gilgit-Baltistan, emportant des maisons et tuant 19 personnes. Le glissement de terrain a formé un lac de 23 km de long qui a submergé trois villages, laissant 500 personnes sans abri et 25 000 personnes bloquées. Sept ans après leur procès, ils étaient toujours en prison, malgré les campagnes menées pour obtenir leur libération.

Au Brésil, les camarades sont impliqués dans la construction du mouvement pour la justice climatique. En 2015, à Fortaleza, ils ont organisé la plus grande marche pour le climat de l'histoire du pays. Ils ont également manifesté en 2016 dans le cadre de la campagne Break Free devant la plus grande centrale à charbon du Brésil, et ont participé à la Marche de l'eau en 2017. Ils sont engagés dans la défense de l'Amazonie et contre le désastreux traité REDD (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) aux côtés des

peuples autochtones, des communautés locales et des groupes environnementaux, violemment réprimés par le gouvernement fasciste de Jair Bolsonaro. Au cours des dernières années, nos camarades brésiliens portent le projet écosocialiste au sein du Parti du Socialisme et de la Liberté (PSOL), et ils ont contribué à organiser les Rencontres écosocialistes latino-américaines lors de la COP30 à Belém en 2025.

Les organisations de la QI en Amérique latine ont participé aux mobilisations autour du Sommet des peuples convoqué par Evo Morales à Cochabamba, en Bolivie (2010).

En Europe et en Amérique du Nord, les camarades de la Quatrième Internationale sont de plus en plus impliqués dans les mobilisations pour le climat, autour des COP à Copenhague (2009), Paris (2015), Madrid (2019) et dans les grandes manifestations de jeunes qui ont eu lieu dans différents pays en 2019. Ils participent également à des luttes locales contre des projets liés aux énergies fossiles (ce que Naomi Klein appelle « Blockadia »), tels que la fracturation hydraulique en Grande-Bretagne, l'exploitation des sables bitumineux au Canada, la construction du pipeline Keystone aux États-Unis et de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en France, et la campagne Ende Gelände contre l'exploitation du lignite en Allemagne.

En coopération avec d'autres organisations et syndicats, les membres de la QI ont également participé à l'initiative visant à organiser des conférences écosocialistes européennes réunissant plusieurs centaines de personnes – à Genève (2014), Madrid (2015), Bilbao (2016), Lisbonne (2018), Bâle (juin 2020), Buenos Aires (2024). ■

Le 6 novembre 2025



# Appel international au renforcement de l'action antifasciste et anti-impérialiste

*Inprecor* publie des extraits de l'appel international lancé à l'initiative du CADTM international et signé par 565 personnalités et un millier d'activistes d'une centaine de pays.

Parmi les signataires figurent notamment : Des responsables des médias *Jacobin*, *Catalyst*, *IVP*; *Blast*; *Jacobinlat*, *Viento Sur* et *Sin Permiso*. Des écrivain-es et intellectuel-les : Annie Ernaux, Paco Ignacio Taibo II, Nancy Fraser et Tithi Bhattacharya. Des responsables politiques de Your Party (R-U), de La France insoumise, du NPA-L'Anticapitaliste, Yanis Varoufakis et Zoé Konstantopoulou en Grèce, Irene Montero, Ada Colau dans l'État espagnol, des parlementaires d'EH Bildu (Pays basque), du Bloc nationaliste galicien, de SUMAR, Anticapitalistas ainsi que des élu-es danois-es, suisses, turcs, allemands. Sont également signataires deux eurodéputé-es italien-nes antifascistes, Ilaria Salis et Domenico Lucano. D'Amérique latine : des parlementaires du PT, du PSOL et du PCdoB (Brésil) ; des dirigeant-es des PC de Cuba, du Chili, d'Uruguay, d'Argentine ; des sénateurs colombiens du bloc patriotique ; du MAS (Bolivie) ; de Morena (Mexique), ainsi que de nombreuses autres organisations latino-américaines. D'autres régions du monde : la direction de DSA (USA), des représentant-es de partis et mouvements de gauche d'Asie, du Pacifique, de la région arabe et d'Afrique subsaharienne. Des militant-es de la solidarité internationale avec les peuples palestinien, kurde, sahraoui, vénézuélien, ukrainien, iranien, syrien, haïtien, congolais, entre autres. Plusieurs signataires ont participé aux flottilles pour Gaza. Des activistes des mouvements féministes, LGBTQI+, antifascistes, antiracistes, écosocialistes, décoloniaux, de la solidarité Nord Sud et anticapitalistes. Des responsables de syndicats, de mouvements d'éducation permanente et d'organisations paysannes.

Le texte complet de l'appel



Toutes les informations



## Extraits de l'appel

L'extrême droite et les forces néofascistes progressent sur tous les continents. La menace prend des formes spécifiques dans chaque pays ou région, mais ses points communs sont faciles à identifier : l'objectif d'anéantir les droits et protections des personnes salariées, l'étouffement des organisations ouvrières, le démantèlement de la sécurité sociale et l'instauration d'un régime de précarité pour les classes populaires, la privatisation des services publics, le déni du changement climatique, le recours au prétexte du niveau élevé de dette publique pour intensifier les politiques d'austérité, l'expropriation des familles paysannes pour favoriser l'agro-industrie, l'intensification des déplacements forcés des peuples autochtones pour promouvoir un extractivisme débridé, le durcissement des politiques migratoires inhumaines et l'augmentation des dépenses militaires. [...]

L'extrême droite instrumentalise le mécontentement face aux conséquences désastreuses du néolibéralisme pour accélérer ces politiques. À cette fin, à l'instar du fascisme classique, elle cherche à diriger ce mécontentement contre les groupes opprimés et dépossédés : migrant-es, femmes, personnes LGBTQI+, bénéficiaires de programmes d'inclusion, personnes racisées et minorités nationales ou religieuses. Le nationalisme exacerbé, le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, l'incitation à la haine et la banalisation de la cruauté accompagnent la progression de l'extrême droite à chaque étape [...].

La volonté d'accumuler les richesses entre les mains du capital, la recherche effrénée du profit maximal qui sous-tend les politiques d'extrême droite, se manifeste également par l'intensification des agressions impérialistes pour accaparer des ressources et exploiter des populations. Cela va de pair avec la perpétuation de situations coloniales qui, dans le cas de la Palestine, prend la forme

d'un génocide orchestré par l'État d'Israël, avec la complicité de ses alliés impérialistes.

Outre sa complicité avec le gouvernement Netanyahu, l'extrême droite tisse des liens internationaux : congrès, think tanks, déclarations communes, soutien mutuel lors des processus électoraux, collaboration entre podcasters, entre propagandistes et spécialistes de la désinformation. [...]

Les forces qui combattent la montée de l'extrême droite, du fascisme et des agressions impérialistes ne sont ni monolithiques ni homogènes. Elles ne l'ont jamais été. Elles sont diverses et présentent des différences indéniables en matière d'analyse, de stratégie et de tactique, de programmes et de politiques d'alliance, ainsi qu'en matière de sensibilités et de priorités. L'expérience nous enseigne que, tout en reconnaissant ces différences, il est essentiel de coordonner la lutte contre des ennemis de plus en plus menaçants. Cette convergence peut et doit inclure toutes les forces disposées à défendre la classe ouvrière, la paysannerie, les migrant-es, les femmes, les personnes LGBTQI+, les personnes racisées, les minorités nationales ou religieuses opprimées et les peuples autochtones ; à défendre la nature contre le capitalisme écocide ; à combattre l'agression impérialiste et coloniale, quelle que soit son origine ; et à soutenir la lutte des peuples qui leur résistent, y compris les armes à la main quand c'est nécessaire. [...]

Ces objectifs ont inspiré l'initiative d'organiser une Conférence internationale antifasciste et antiimpérialiste à Porto Alegre, au Brésil, du 26 au 29 mars 2026. [...]

Les organisations et individus soussigné-es s'engagent à poursuivre la lutte sans relâche et de la manière la plus unie possible contre la montée de l'extrême droite et l'agression impérialiste, dimension essentielle de notre projet émancipateur, socialiste, écologiste, féministe, antiraciste et internationaliste. [...]